

PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE: 3 fr.
 { ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

Un an 30 francs.
Etranger 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur: Georges Gvazawa

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------------------------------|
| Un hymne à l'U. R. S. S. | Jean MARTIN |
| Où en est la question Ukrainienne ? | J. Charles de PEYRET- CHAPPUIS |
| Où chercher une issue? | SETAR-ZADÉ |
| Lettres de Géorgie | * * * |
| Au Turkestan | M. TCHOKAI-OGHLY |
| L'éternelle peur | I. TCHOULIK. |
| L'industrie du naphte au Caucase | MIR |
| Àperçu de la lutte des Tatars de l'Idel-Oural | A. ISHAKI |
| Le réveil cosaque | CH. BALINOV |

CHRONIQUE

- Caucase du Nord. — Ukraine. — Une mise au point.
- Une lettre des étudiants caucasiens.

Direction & Administration :
4, Villa Malakof - PARIS (16°).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Un hymne à l'U.R.S.S.

M^e Torrès va entonner un hymne à l'U. R. S. S. Le pacte franco-soviétique dit de « non agression », signé par le ministre des affaires étrangères, devait être soumis à la ratification du Parlement : sur tous les tons, la trompette ministérielle l'avait annoncé, mais à la dernière minute on résolut en haut lieu de se passer de l'approbation des parlementaires, et l'accord fut paraphé par le président de la République et le chef du gouvernement. Vous supposez peut-être que les « représentants du peuple » se sont offusqués de ce manque d'égards ? — Ce serait mal les connaître : ils bénissent au contraire le président du conseil de leur avoir épargné une décision pénible à prendre.

Quelques-uns cependant et M^e Torrès en tête, tiennent à le féliciter de son acte de haute politique internationale ; l'éloquent avocat n'est-il pas habitué à défendre devant le jury parisien des causes favorables aux soviets, et la Chambre n'a-t-elle pas une ressemblance marquée avec le jury parisien ? L'auteur de la motion pourra, dès son exorde, paraphraser l'admirable expression consignée dans le pacte franco-soviétique : « Le président de la République française et le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes... *respectueux des engagements internationaux qu'ils ont précédemment assumés...* »

« Respectueux des engagements internationaux qu'ils ont précédemment assumés... » : de qui se moque-t-on ? Est-ce ironie ? Est-ce cynisme ? Le gouvernement de l'U. R. S. S., qui, par traité librement consenti, reconnaît la pleine et entière indépendance de la Géorgie, l'attaque quelques mois plus tard sans déclaration de guerre et la soumet par la force des baïonnettes ; et c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le « respect des engagements internationaux précédemment assumés » ? Mensonge, odieux mensonge qui s'étale au fronton d'un édifice diplomatique que la Chambre française va féliciter le gouvernement d'avoir construit !

La France, cependant, fidèle à ses plus nobles traditions, avait été la dernière à conserver au gouvernement national géorgien une légation officielle à Paris. Elle l'abandonne aujourd'hui, comme autrefois elle tourna le dos à la Pologne et à la Finlande, nations opprimées, pour faire alliance avec la Russie des tsars ! A quarante ans d'intervalle, une situation analogue produit un résultat analogue. De même que l'appui de l'Empire tsariste a autrefois empoisonné l'idéologie française de la lutte des démocraties libres contre les

empires despotiques, de même aujourd'hui l'accord avec les soviets empoisonne l'idéologie française de la lutte pour le respect des traités contre ceux qui voudraient les déchirer.

Pourquoi ces entorses graves à des principes essentiels ? — Parce qu'en 1933, comme dans la dernière décennie du XIX^e siècle, la France se sent ou se croit isolée en Europe. Le rapprochement italo-allemand l'inquiète, elle a l'impression que l'équilibre va se rompre ; alors, pour le conserver, elle se sert de la Russie comme d'un balancier. Staline, tout comme Nicolas II, balancier de l'équilibre européen : un paradoxe ? — Non : une réalité, une triste réalité.

Remarquez que cette conception politique n'appartient pas exclusivement à la France : hier, encore, c'est l'Allemagne qui l'avait adoptée. L'Allemagne se sentait isolée à Genève, malgré la présence de ses anciens alliés l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie : elle mit tout en œuvre pour que fussent accueillis, dans notre cité, les envoyés de Moscou (ce fut, entre parenthèses, un bien mauvais service qu'elle rendit à la S. d. N.). Et pendant bien des mois on vit délégués allemands et soviétiques unir leurs efforts, tandis que la France était alors le plus solide rempart européen contre les visées bolchévistes.

La situation est renversée aujourd'hui, mais la position de la Russie demeure la même : elle joue toujours le rôle de balancier, un balancier permettant aux virtuoses de la corde tendue de conserver l'équilibre, équilibre instable qui, une fois déjà, fut brusquement rompu en 1914.

Ce qui fait, au XX^e comme au XIX^e siècle, la force politique et financière de la Russie, c'est l'antagonisme entre la France et l'Allemagne, qu'elle utilise habilement pour ses propres fins. Après avoir englouti des milliards français, après avoir utilisé sur une large échelle les services des ingénieurs allemands (sans oublier les techniciens anglais qu'elle emprisonne après avoir profité de leur travail), la Russie, dont le crédit et les crédits sont usés dans le Reich et en Scandinavie, se tourne de nouveau du côté de la France... qui a eu le temps d'oublier ses milliards perdus et la trahison de Brest-Litovsk. Aussi longtemps que France et Allemagne ne comprendront pas l'intérêt majeur qu'elles ont à s'entendre, la Russie continuera ce jeu de baseule.

En attendant la France se gargarise des belles phrases de M. Herriot et néglige la défense des nations opprimées ; elle signe son pacte avec les Soviets ; elle préterite son Parlement lorsqu'elle ratifie cet accord ; et M^e Torrès entonne un hymne aux violateurs de la foi jurée, tandis que les enfants de chœur, les représentants attirés de la défense des droits des peuples, de la II^e Internationale, de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, font les répons.

Staline, au fond de son Kremlin, humera cet encens... puis recommencera à persécuter les hommes qui ont l'audacieuse folie de croire en Dieu plutôt qu'en lui !

Jean Martin

Directeur du « Journal de Genève ».

Où en est la question ukrainienne ?

« C'est plus qu'un crime », dit Talleyrand, lorsqu'il apprit l'assassinat du duc d'Enghien, « c'est une maladresse ». Il jouait au whist chez la duchesse de Luynes, il abattit une carte : c'était le roi. Ainsi, le corps tout à la fois innocent et sanglant d'un fils de France présageait le retour de Louis XVIII, les fautes d'un régime amenaient ses plus habiles serviteurs à le désertier, menaçaient son existence, le conduisaient à sa perte. A l'heure où, plus que jamais, l'on tend à s'écarter de toute politique idéaliste, où l'on ne réproouve les crimes que dans la mesure où ils s'appellent maladroites, il est étrange que l'attention ne se porte pas sur l'une de celles-ci, la plus dangereuse peut-être de l'heure actuelle. Il est en effet un problème pendant, et qu'on n'a jusqu'ici considéré qu'avec gêne, qu'avec effroi. L'autruche, devant le danger, se cache la tête sous l'aile, il est, dans notre pays trop des imitateurs de cette politique, il faudrait pourtant s'attaquer une bonne fois à la question ukrainienne, et, malgré les quelques difficultés qu'elle présente chercher à la résoudre.

Bien que depuis trois siècles sous une domination étrangère, jamais l'Ukraine n'avait perdu le souvenir de son ancienne indépendance. Son unité ethnique, linguistique, la fortifiait dans un sentiment patriotique et particulariste profond. Elle n'oubliait point que Kiev, à l'heure où Moscou n'était qu'une bourgade sauvage, dominait de son éclat les pays slaves tout entiers, et rayonnante d'églises, de bibliothèques, de monuments, couchée dans ses jardins, parée de son fleuve, adaptait à sa civilisation ce que produisaient de meilleur Byzance et l'Occident. De tous temps en relations diplomatiques avec la France, alliée à ses rois en la personne de ses princesses, elle était à l'est comme le bastion le plus avancé de l'Europe, celui qui la protégeait des hordes jaunes, des invasions tartares et mongoles. Conquise par l'énorme puissance moseovite, mais toujours indomptée, elle sentit s'exhaler aux premiers craquements de cet empire sa fièvre de liberté. Il serait intéressant de préciser l'importance de la question ethnique dans la révolution russe de 1917. Si, chez le grand russe, la question sociale, avec les revendications qu'elle comporte, demeura la plus importante, et de très loin, partout ailleurs le sentiment national prit la première place. Dès le début de la révolution russe, le pays se souleva, une « Rada Centrale » se forma à Kiev, Kerenski lui-même se rendit en cette ville. Mais les difficultés commencèrent alors. Petersbourg pratiqua une politique tortueuse d'atermoiements, temporisa, opposa les minorités les unes aux autres afin de profiter de leurs rivalités. Kerenski au fond, et bien que socialiste, demeurait continuateur en bien des matières des traditions impérialistes d'ancien régime. Enfin dans cette situation violente, confuse, qui, par bien des côtés rappelle ce que nous venons de voir à notre marche de l'Est, entre deux partis extrémistes combattant un gouvernement que l'un et l'autre jugent trop modéré, les bolcheviks l'emportèrent en Russie, comme, seize ans plus tard, les hitlériens l'emporteront en Allemagne.

En Ukraine cependant, commença une période admirable, où se débattant dans d'inextricables difficultés, ayant à lutter contre de multiples éléments également acharnés à leur perte, les Ukrainiens livrèrent une bataille qui rappelle celles du XVII^e siècle, où, pour garder à tout prix leur liberté, ils opposèrent désespérément la Turquie à la Pologne, la Pologne à la Russie,

appelèrent les Suédois à leur secours, pour enfin sombrer dans la gloire et l'admiration de leurs contemporains. La guerre n'était pas officiellement terminée. Des régiments entièrement composés d'étrangers et tenant garnison en Ukraine prétendaient régenter ses habitants. Ne pouvant se tenir complètement à l'écart des courants moscouitaires, il fallut, en dépit de certains, prendre des mesures marxistes, signer le traité de Brest-Litovsk. On dut organiser les relations diplomatiques avec les puissances de l'entente, créer des usines. Les Ukrainiens étant un peuple essentiellement agricole, il fallut, au nombre de 600.000 faire appel à des ouvriers étrangers, terrain propice à la propagande rouge: mesure nécessaire, mais qui se révéla bientôt funeste. En effet, les bolcheviks, inquiets de l'œuvre accomplie, intervinrent, accueillis par les ouvriers qui se mêlèrent à eux. Ils envahirent l'Ukraine, chassèrent la « Rada Centrale ». Ne rencontrant parmi les puissances qu'indifférence, ignorance, le gouvernement crut utile de faire appel aux puissances centrales; l'Ukraine, sous l'impulsion de Skoropadsky se jeta dans leurs bras. Elles occupèrent le pays, mais bientôt furent contraintes de l'abandonner. Un second courant, patriotique, se dessina, à la tête duquel se trouvait l'ataman Petlura, un directoire fut constitué, les rouges rentrèrent en scène, les blancs de Denikine refusèrent de reconnaître le gouvernement ukrainien. Une armée, dirigée par Petlura, s'efforça courageusement de disputer le sol ukrainien à ces deux adversaires. Elle manquait de fusils, de munitions: secondée par la profonde diplomatie de l'ataman, elle remporta néanmoins des succès. Mais le gouvernement russe signant la paix avec la Pologne, les contingents ukrainiens durent renoncer à la lutte; en Novembre 1920 la république ukrainienne cessa d'exister; sous la trompeuse étiquette de république fédérée Moscou bâtit un nouvel état. « Le rideau est baissé », dirent certains, « finie la tragédie ».

Rien n'est fini. Le rideau, un jour ou l'autre, se relèvera. L'essentiel est qu'il ne se relève point à notre confusion. Le gouvernement, émigré continue à se vouer à une œuvre de propagande, ne perdant jamais le souci des affaires nationales, reconnu par la majorité des Ukrainiens de l'étranger. Lorsque Petlura, odieusement assassiné, fut conduit à sa demeure dernière, un nouveau président, M. Livitsky, lui succéda. Depuis lors, les exilés, certains avec une abnégation hors de tout éloge, travaillent de nouveau à la libération de leur patrie. Ils ne rencontrent pas, malheureusement, parmi ceux qui devraient les leur assurer, l'appui, l'intérêt que mérite la situation de l'Ukraine.

Situation primordiale dans la situation européenne actuelle.

Affolés par le danger, très sérieux, très réel, que comporte pour nous l'étrange et collective ivresse du peuple germanique avec le triomphe de l'Hitlerisme, d'autre part hypnotisés dans la crainte du fameux « isolement » de la France, qu'on rend à tort responsable de nos défaites de 1870, d'aucuns voudraient nous jeter à toute force et de nouveau dans les bras de la Russie, sans profiter des enseignements de l'expérience, sans mesurer les conséquences désastreuses que comporte une telle politique. Des bruits ont couru récemment sur l'imminence de cette alliance, qui ne ferait que renforcer la puissance des Soviets en son unité.

Erreur déplorable, véritable suicide. Tout d'abord, il est faux que la France soit isolée. La Pologne, la Petite-Entente constituent un bloc de puissances au point de vue politique et économique étroitement liées avec la France, et destinées à soutenir sa conception de l'équilibre européen. On objectera que les forces dont disposent ces pays sont insuffisantes pour contre-

balancer l'action des grandes puissances hostiles à la France: la conclusion logique à tirer de cette objection est qu'on doit accroître la puissance du bloc Pologne-Petite-Entente de puissances nouvelles.

L'Alliance Franco-Russe, il faut bien le reconnaître, a été une erreur. C'est toujours une erreur de penser que l'Allemagne et la Russie sont antagonistes. La Russie a été pour une bonne part création germanique qui quoi qu'il arrive, et malgré les alliances monnayées en belles espèces sonnantes et trébuchantes, restera toujours, intellectuellement et matériellement plus près de sa voisine que de la France. Elle l'était déjà sous Bismarck. La véritable cause de l'éloignement qui se produisit entre Berlin et Petersbourg résidait dans l'alliance austro-allemande. Dès l'instant où l'Autriche agonisa, l'Allemagne se tourna de nouveau et tout naturellement vers la Russie.

La grande faute de la France a été de ne point chercher plutôt à se concilier Vienne, ce qui, en dépit des apparences n'eut pas été plus impossible, que Pétersbourg. La politique qu'elle suivit alors datait de la vieille règle d'Ancien Régime, principe sacro-saint dont rien ne permettait de s'éloigner sous François 1^{er}, mais que sous la troisième république ne reposait plus sur rien: «Abaisser la Maison d'Autriche». C'est ce même dictum qui, malgré les avertissements de Talleyrand, fut cause des manœuvres malheureuses de Napoléon. Il est permis de penser que le dépècement de l'Empire Austro-Hongrois stipulé par le traité de Versailles, et qui obligeait l'Autriche, incapable de subsister par ses propres moyens à se tourner définitivement vers l'Allemagne, est un vestige de cette conception. Quand on considère ce fait, on ne peut se défendre d'admirer l'esprit traditionaliste de notre diplomatie... Une autre faute est de croire maintenant que, puisqu'elle combat par tous les moyens le communisme à l'intérieur de ses frontières, l'Allemagne ne cherche pas à se concilier les bonnes grâces effectives de l'U. R. R. S. Elle ne fait que montrer en cette tactique un sens des réalités aigu, puisque, protégeant son propre sol contre des influences susceptible de le désagréger, elle cherche en même temps à s'assurer un appui que tout lui permet de présumer stable et sûr.

Il est triste de voir la France adopter une politique opposée. Jusqu'à ces derniers temps plutôt hostile au gouvernement des Soviets dans sa politique extérieure, elle n'a jamais entrepris une action sérieuse pour combattre la meurtrière propagande de cette puissance au sein de nos masses. Mieux, elle n'a jamais mesuré la véritable portée de cette propagande, non plus que du véritable esprit messianiste bolchevik — nouvel aspect du vieil esprit messianiste russe — avant que d'être éclairés par la politique économique du dumping. Cette déclaration de guerre ouverte, faisant suite à la guerre secrète et la prolongeant, a enfin éclairé bon nombre d'esprits, qui, loin de suivre certains politiciens dans leurs visées chimériques, absurdes, conçoivent la nécessité d'une action sérieuse, entreprise contre une puissance qui, quoi qu'on dise, ne cherche et ne vise que la perte des gouvernements capitalistes. Il faut qu'ils voient dans la question ukrainienne le nœud de la situation, une arme infaillible pointée contre le bastion bolchevik.

Au cours des négociations dernières, dont le but était de confier le sort de l'Europe au concert de quatre puissances — dont l'une, en l'espèce, la France, jouerait un rôle humiliant de parente pauvre — des bruits ont couru que l'Ukraine devait, par l'offre à titre de compensation d'une partie de son territoire à une nation voisine, avoir une importance dans l'équilibre nouveau des puissances. Il ne faut point douter que cette combinaison eut été vouée à un échec certain, car elle ne peut se réaliser sans tenir compte de la volonté du pays.



lui-même. Libre, il ne faut point douter davantage, qu'il n'entre dans le groupe de la Petite-Entente, afin de la fortifier, pour le plus grand bien de la France. Il serait faux de penser que malgré une politique un instant malheureuse, l'Ukraine fut en bons termes avec l'Allemagne, tous rapports entre ces deux pays étant rompus depuis 1922. Enfin la question Ruthène, née du traité de Riga, si extraordinaire d'habileté par les occasions de friction qu'il devait faire naître entre Polonais et Ukrainiens ne manquerait pas de s'apaiser dès que cesserait la sournoise propagande des Soviets, par dessus tout intéressés à envenimer les choses.

Au point de vue économique, il ne faut pas oublier que l'Ukraine est un des plus sûrs atouts dans la partie jouée par Moscou contre l'Europe. Nul pays n'est plus fertile en ses terres, plus varié en ses minerais, mieux desservi en ses fleuves. Terre entre toutes favorisée, et qui, par la diversité de ses productions, la douceur de son ciel, rappelle notre France. Pays de blé, de vin, houille du Donetz, fer de Krivoï-Rog, arme maîtresse entre les mains de Moscou. « Sans les ressources agricoles des terres noires, minières du Donetz, écrit Roger Labonne, la firme Staline serait, selon toute vraisemblance obligée de déposer son bilan ». D'autre part, possédant un nombre relativement restreint d'usines, ce pays une fois ses frontières économiques ouvertes, constituerait un admirable marché d'exportation pour nos produits manufacturés. Qu'on n'oublie pas enfin que la France a déjà investi une masse énorme de capitaux en Ukraine, il serait bon de traiter cette question, non en la rangeant sous l'étiquette capitaux français en Russie, mais du point de vue particulier d'un pays autonome. Les Ukrainiens nous ont du reste précédés en cette voie, puisque le gouvernement s'est déclaré prêt à reconnaître la dette de l'ancien régime russe, dans une proportion égale à l'importance de l'Ukraine parmi les peuples de l'ancien empire.

Résoudre la question ukrainienne semble donc l'un des meilleurs moyens d'assurer cette paix européenne vers qui tendent tant d'espairs. Mais autant celle-ci nous paraît précaire si les chancelleries persistent en leur indifférence. La jeunesse ukrainienne, même couvée dans les universités moscovites, ne donne aucune satisfaction aux dirigeants du parti; la « Pravda » le constate avec amertume, le sentiment national demeure en ces âmes le plus vivace, ils supportent avec plus de peine encore le joug soviétique que la domination impériale. Chaque jour voit éclater des rebellions, des troubles. Chaque jour meurent des hommes. Les journaux, habituellement fermés aux nouvelles de cette espèce n'ont pu taire les massacres du Dniester, les complots de Kharkov. C'est du reste une tendance générale, invincible à l'heure présente, que marquent les soulèvements nationaux. Il est certain que l'Ukraine, un jour ou l'autre, sera libre.

Il faut hâter ce moment. Il faut le hâter parce que, seule, la liberté de l'Ukraine peut combattre et vaincre la menace qu'offre pour nous, non seulement la puissance soviétique acharnée à notre perte, mais le menaçant horizon politique actuel. Il faut le hâter pour libérer un marché économique de premier ordre, pour assurer la paix et l'équilibre de l'Europe. Il faut le hâter enfin parce que faisant appel à une nation que nous avons volontairement tenu à l'écart jusqu'ici, il n'est pas juste, alors que le traité de Versailles prétend tout entier avoir été fait au nom du principe des nationalités, que 30.000.000 d'hommes souffrent sous une domination étrangère aussi odieuse que celle des Soviets.

Aussi longtemps que le problème demeurera sans solution les efforts tentés pour réaliser la sécurité de la France demeureront vains. La clef est à l'Est,

vers ce pays dont, souvenir et avertissement, un poète a pu dire: «Quelque chose d'immense et d'insurmontable, pareil à une fièvre douleur aux cent bras, parcourt l'Ukraine sur un char invincible ».

J. Charles de Peyret-Chappuis.

Où chercher une issue?

Dans l'un de ses derniers discours, M. Staline parlant des résultats du plan quinquennal soulignait l'importance de la résistance des exploitants individuels, entrés du fait des circonstances dans les kolkhoz.

D'après M. Staline, sur nombre de points l'exploitant individuel a réussi à atténuer l'aspect socialiste des kolkhoz et à retarder le rythme du plan quinquennal. Le dictateur promet de mener une lutte sans pitié contre ce qui reste des partisans de la propriété privée. En outre, développant la marche de son initiative économique, il a en même temps exprimé l'idée de la nécessité en raison des pénibles conditions créées en Union soviétique de retenir tant soit peu le rythme du plan quinquennal tout en observant une certaine prudence par rapport à l'économie rurale.

Il y a quelque deux ans, ce même Staline, promettait au prolétariat mondial d'en finir avec le reste des propriétaires à la campagne, à la fin du premier plan quinquennal, ainsi qu'avec la bourgeoisie dans les villes, de créer une société communiste sans classe aucune afin que par cela même le paradis socialiste fût atteint.

Ainsi que le lecteur peut s'en rendre compte, M. Staline n'a pu remplir sa promesse et tandis qu'il menace d'un côté il se réserve de l'autre une voie de retraite...

Par les journaux soviétiques, l'on voit clairement que le plan des kolkhoz a échoué, que les paysans opposent de la résistance, que la lutte engagée par les bolcheviks prend, par endroits, l'aspect d'une guerre entre deux camps hostiles. Le résultat est que l'on compte des dizaines de mille de paysans tués et des centaines de mille d'exilés.

D'un côté l'on voit des gens de la Tchéka armés jusqu'aux dents et appliquant envers leurs opposants des mesures repressives telles qu'on en chercherait en vain à l'époque bien noire de l'Inquisition et, d'autre part l'on voit des paysans défendant leur bien, leur foyer ou pour mieux dire leur vie, leur existence. Cette lutte se poursuit depuis cinq ans déjà et nous voyons finalement que les paysans réussissent à détruire les organisations de kolkhoz et à s'emparer même de ces forteresses socialistes.

M. Staline a confirmé lui-même ce fait, que les exploitants individuels entrant dans les kolkhoz bouscullaient tout, les transformaient en sociétés anonymes.

Si hier encore la lutte était livrée pour faire entrer les exploitants individuels dans les kolkhoz afin de mieux tuer tout instinct de propriété individuelle, de nos jours elle se livre pour les en rejeter attendu qu'ils exercent leur influence sur la marche des travaux, qu'ils font tout d'après leur plan si bien que le pouvoir reste impuissant. En dépit des représailles, des déportations, les paysans se sont montrés plus forts que le pouvoir et par leur lutte contre ce dernier, les paysans ont réussi à ébranler les bases même du régime.



La crise que traverse en ce moment le régime soviétique n'est autre que la victoire paysanne. L'échec du plan quinquennal dans l'économie rurale est un fait que les bolcheviks eux-mêmes n'essaient point de cacher.

Que signifie retarder les rythmes du plan dans les kolkhoz? Cela signifie la préparation d'une retraite et le retour au système de la NEP en économie rurale. Que signifie le prikaz, refusant d'accepter dans les kolkhoz jusqu'à ces paysans qui ne possédant rien appartenaient à la catégorie des paysans pauvres? Pour des considérations économiques une exception a lieu pour les paysans qui possèdent un bœuf, un cheval, quelques instruments agricoles nécessaires pour les labours. Chose paradoxale! Les paysans pauvres ne sont pas acceptés dans les kolkhoz, le pouvoir prolétarien les refuse, tout d'abord parce qu'ils ne possèdent point de capitaux et qu'ensuite ils ne sont pas spécialistes, enfin et parce que, ces paysans exigent du pouvoir certaines revendications de caractère social-économique ce qui met le pouvoir dans une situation difficile. Comme on le voit ce n'est pas suffisant que d'être prolétaire; pour les bolcheviks cela paraît même dangereux.

Les temps ont bien changé! Actuellement les paysans ayant des tendances de posséder du bien, des capitaux, de produire, ayant un état d'esprit bourgeois et prenant soin de tout bien quel qu'il soit, couvienne mieux au pouvoir soviétique. En outre, au point de vue politique, il est bien plus facile de prendre envers eux des mesures repressives, de les exploiter qu'envers les paysans pauvres. L'on ne peut donc nier le fait que le pouvoir soviétique n'accepte plus de pauvres dans les kolkhoz et que l'épuration des kolkhoz de cet élément a commencé.

Mais résumons! Le pouvoir soviétique est en lutte avec le paysan, partisan de la propriété individuelle et dans le même temps il lutte contre le paysan pauvre, dépourvu de tout. Inutile de parler du koulak. Ainsi l'oligarchie communiste est en lutte contre tout le monde paysan; or nul n'ignore que l'Union soviétique est avant tout un pays agricole dans lequel le monde paysan constitue les 80% de la population.

La lutte menée par le pouvoir n'est pas limitée aux seuls paysans; elle s'étend sur le parti communiste même, tout au moins sur ceux d'entre eux qui font preuve de divergences de tactique. Le pouvoir a créé une situation telle qu'elle peut entraîner la chute du régime, car la famine et l'anarchie sont à ses portes et l'on entend déjà des voix qui, pour sauver la situation, parlent de concessions aux paysans.

L'un des communistes responsables d'Azerbaïdjan, certain Mirzoïan parla ouvertement, au cours des travaux du 14^e Congrès du parti, de la nécessité de faire des concessions à la bourgeoisie paysanne. Il a laissé entendre que les paysans pauvres s'abstiennent de tout travail intensif par crainte de faire des économies et de se constituer un petit capital, car en ce cas il pourrait être mis sur le même pied qu'un « seredniak » (paysan moyen), qu'un koulak et quant à ce qui est de travailler seulement pour le pouvoir soviétique, il ne veut point en entendre parler. Que faire alors?... Afin d'arrêter la menace de la famine, il convient de faire quelques concessions à la « bourgeoisie » paysanne qui, tout en travaillant pour elle aurait quelques excédents; on pourrait dès lors les leur acheter pour de l'argent et par ce moyen on assurerait le prolétariat des villes. En acceptant la proposition de M. Mirzoïan, les bolcheviks ne reviendraient-ils point par cela même au régime bourgeois?...

En détenant les kolkhoz, les sovkoz et les stations de tracteurs dans ses mains, le pouvoir soviétique espérait pouvoir dicter sa volonté aux paysans. Du moment que dans les villes, l'industrie et le commerce sont dans ses mains il fallait bien à tout prix s'emparer aussi des moyens de production

dans la campagne. C'est bien ainsi que le rêvaient les bolcheviks il y a quelques trois ou quatre ans. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Il faut céder, il faut rebrousser chemin; que de sang a été versé, que de biens ont été dilapidés, des capitaux ont été perdus pour assurer le succès des kolkhoz et pour attirer les paysans dans ces collectives et maintenant, tout cela se dépense pour les en chasser.

Nous nous souvenons des repressions sanglantes, de la destruction des exploitations agricoles, de la déportation par centaines de milles de paysans dans les pays du Nord russe. Et à quoi bon tout cela?... Est-il possible qu'une « expérience » de ce genre, effectuée par une poignée de gens sur les malheureux paysans qui vivaient d'une vie paisible florissante reste impunie?...

Que voyons-nous de nos jours: d'un côté, l'échec du plan quinquennal dans l'économie rurale, le spectre de la famine qui se dresse et de l'autre — la lutte au sein du parti, un mouvement insurrectionnel en Ukraine, et au Caucase, le mouvement des basmatchis au Turkestan. Si à tout cela l'on ajoute la situation extérieure du pouvoir soviétique, les complications en Extrême-Orient, une guerre en perspective avec le Japon, l'ignorance complète de l'Union soviétique par l'Amérique, son rôle insignifiant dans l'économie mondiale et l'influence du bolchevisme sur son développement, on comprendra pourquoi le Kremlin fait preuve en ce moment d'un maximum de souplesse aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

Seïar Zade.

Lettres de Géorgie

ON NOUS ECRIT DE TIFLIS.

1. — *Le pouvoir soviétique.*

Toute limite est effacée entre le parti communiste et le pouvoir soviétique. Le pouvoir suit docilement le parti, celui-ci étant contrôlé et conduit par celui-là. Le parti ne peut passer outre aux ordres de Moscou et le pouvoir s'en trouve gêné dans son activité. Actuellement, pour tout observateur impartial, il est clair que la « République indépendante de Géorgie » n'est plus qu'une fiction. Elle est privée du droit de toucher aux questions d'une certaine importance. Il n'est pas jusqu'aux institutions économiques et culturelles qui ne peuvent rien entreprendre sans une autorisation de Moscou. Tous les trusts de Géorgie reçoivent de Moscou le plan de leur travail avec chiffres précis soumis au contrôle. Moscou précise la quantité de vignes, de thé et de tabac à cultiver. C'est de Moscou qu'on reçoit l'ordre d'avoir à fournir pour l'exportation tant de tonnes de manganèse. C'est Moscou qui détermine le nombre d'écoles qui doivent être ouvertes, et jusqu'au nombre d'élèves qui doivent y être admis. En un mot, c'est Moscou qui a soin de nous dorloter et de nous protéger. On a trouvé même à cette sollicitude toute paternelle une justification quasi idéologique: la Géorgie serait faible économiquement, et une aide lui serait nécessaire.

Lounatcharski, dans un recueil paru à l'occasion du dixième anniversaire de la soviétisation de la Géorgie, sous le titre « Dix années en

Géorgie », souligne particulièrement la grandeur de la culture géorgienne dans le passé, mais maintenant, la Géorgie ne serait pas en mesure, à cause de l'insuffisance de son budget, de faire face aux besoins de sa vie nationale. C'est pourquoi, de nos jours, qui oserait prendre ombrage du fait que la Russie lui vient en aide, lui donne les moyens de se redresser?... Et pourrait-on jamais deviner pourquoi ces secours ? —Voici, tout simplement parce que la Géorgie a donné de grands hommes à la Révolution, des hommes tels que Staline, Ordjonikidze, Enoukidzé, etc... Tout lecteur qui sait lire comprend naturellement le but visé par cette propagande, le but qui n'est autre que de susciter la haine du peuple russe contre la Géorgie. En vérité, c'est là une provocation à peine dissimulée.

Comme nous venons de le dire, le gouvernement de Géorgie n'a jamais joui d'un pouvoir indépendant.. C'est pour cette indépendance qu'ont lutté les « Ouklonistes » géorgiens (déviateurs), mais la main dure d'Ordjonikidzé eut vite fait de les mettre à la porte; le leader de l'ouklonisme géorgien M. Makharadzé, ne s'en porte pas plus mal, malgré son passé repréhensible. Il supporte toute allusion désagréable à ses fautes, et il la supportera sûrement encore, pourvu qu'il garde sa situation et le bien-être personnel.

2. — *Question de langues.*

La langue russe est rétablie dans toutes les principales institutions gouvernementales. Elle est obligatoire à Tiflis et dans les principaux centres de Géorgie pour tous les fonctionnaires. La « langue d'Octobre » est indispensable pour quiconque voudrait vivre et travailler en Géorgie. Toutes sortes d'instructions et de directives arrivent en cette langue ; il faut les comprendre et y répondre. Aussi tous les établissements regorgent-ils de fonctionnaires russes et arméniens. Il faut donc une langue commune et compréhensible pour tout ce monde.

Notons ici qu'un terrible antagonisme se fait jour autour de la question de l'emploi de la langue géorgienne. Les Russes ne supportent littéralement pas de voir des correspondances rédigées en géorgien pas plus que d'entendre parler géorgien. La situation s'envenime à tel point qu'à chaque pas, dans la rue, on est témoin de scènes pénibles. On entend des invectives: « envahisseur! vagabond! », on en vient souvent aux mains, et une haine de caractère zoologique sévit de façon épouvantable.

Les relations, surtout entre Géorgiens et Arméniens, sont déplorables. Si un Arménien se trouve à la tête d'un établissement quelconque, tous ses bureaux doivent être remplis d'homme de sa nationalité. En voici un exemple :

Certain Trdatian, Arménien, ayant été désigné à la tête d'un trust de peaux, se mit aussitôt à faire une sélection d'hommes pour ses services, et voici quels furent ces hommes: Markarian, directeur de la section économique; Bejanian, de la section financière; Lazarian, du standart; Alikhanian, du travail; Ovanesian, de la section technique, Mamoulian, à l'usine de chaussures N° 1; Ovsepien, à l'usine N° 2; Mirmazanian, à l'usine de peaux N° 1; encore un Arménien à l'usine de peaux N° 2, et ainsi de suite. Toute l'entreprise est remplie d'Arméniens. Arménien aussi est le suppléant, M. Babayan. Mais, lorsqu'un certain Gardava, Géorgien celu-là — réussit à évincer le trop zélé Trdatian et qu'il prit sa place en tant que directeur du trust, il ne tarda pas à refaire tout le travail de son prédécesseur. C'est maintenant l'élément géorgien qui va s'arroger toutes les places. Cette réfection d'ailleurs n'est pas encore terminée. On peut juger par cet exemple des rapports qui existent entre les représentants de ces deux nationalités. Quant au Russes, ils soutiennent natu-

rellement les Arméniens, n'étant pas divisés avec eux sur la question de langues.

Encore un exemple : au club du même trust avait été organisée une soirée musicale. Lorsqu'on chantait des parties russes ou arméniennes, la salle restait calme ; mais lorsque sur la scène apparut la cantatrice géorgienne bien connue. Mlle Marie Tarknichvili, et qu'elle se mit à vocaliser de sa charmante voix, l'Urmouli, air populaire géorgien, un sourd murmure s'éleva dans une partie de la salle. Blessée, la cantatrice se retira aussitôt. Le même sort fut réservé à un chœur d'étudiants géorgiens. Des faits semblables sont fréquents. La politique soviétique en matière de nationalité, donne ses fruits.

Avec son indépendance la Géorgie a perdu sa langue nationale. Quiconque ne connaît le russe n'a pas de valeur, fut-il même communiste. Lisez la « Zaria Vostoka » du 18 Septembre, et vous en trouverez une preuve convaincante. Le journal publie une annonce de l'usine de ciment, à Kaspi, qui demande de la main-d'œuvre de différente catégorie. Il y est dit entre autres choses : « 19 dactylos de langue russe ». L'annonce précise que les aspirants doivent fournir les renseignements sur leur passé et que « la connaissance de la langue géorgienne est désirable ». Comme vous voyez, la connaissance de la langue géorgienne n'est que désirable. Laquelle est donc obligatoire, indispensable ? La Réponse est claire. Et cela se passe, non pas même à Tiflis, mais à Kaspi, où le nombre des ouvriers géorgiens dépasse 95 %.

Il est vrai que dans les écoles géorgiennes, l'enseignement se fait en géorgien, mais le jeune homme en sort absolument sans une préparation suffisante pour la vie. La baisse générale de l'instruction ne fait pas de doute. Les organes dirigeants de l'instruction publique n'ont rien trouvé de mieux que d'augmenter les heures de leçons de russe aux dépens du géorgien. L'année dernière, trois heures par semaine étaient réservées au géorgien, et deux heures au russe. Maintenant, c'est l'inverse : deux heures pour le géorgien, et trois heures pour le russe. La « langue d'Octobre » envahit même l'école primaire. La politique de russification bat son plein.

3. — *Le rôle du Guépéou.*

Passons au rôle du guépéou : C'est la police d'Etat qu'on appelle aussi la Tchéka. La question nous intéresse, mais les communistes même n'y sont pas moins intéressés car il se sentent écrasés sous le poids de cette pierre tombale. Le Guépéou est l'institution la plus puissante de l'Union Soviétique. Ses pouvoirs sont illimités. La Tchéka et le Céka (Comité central) se complètent mutuellement. La Tchéka contrôle le parti communiste aussi bien que le pouvoir soviétique. Elle les dirige et fait agir. Elle surveille l'activité économique et politique de toutes les institutions et traduit devant le tribunal les coupables ou supposés tels. Le tribunal lui-même n'est qu'un instrument maniable dans ses mains. En un mot, on peut dire sans crainte d'exagération que le nom de Guépéou hante tous les esprits, et donne la fièvre à tout communiste qui occupe une place quelconque dans la hiérarchie soviétique. C'est pour cette raison que Staline avait décidé de placer à la tête du Céka (Comité Central) un fonctionnaire bien stylé de la Tchéka, M^r Beria. Ce personnage dirige maintenant d'une main habile les deux appareils (Céka et Tchéka) mettant fidèlement à exécution les ordres de Moscou. Les collaborateurs du Guépéou jouissent de privilèges beaucoup plus importants que n'importe quel autre communiste responsable. Les conditions de leur vie ne laissent rien à désirer. De l'argent?... ils en disposent selon leur désir, tant qu'ils veulent. La banque d'Etat est à la disposition du Guépéou. Aucun cré-



dit ne peut être ouvert, à qui que ce soit sans une autorisation préalable du Guépéou, qui, lui, reçoit d'immenses crédits sans la moindre objection, alors que les ouvriers et les employés dans toute la Géorgie n'ont pas encore touché leurs salaires pour les derniers trois ou quatre mois. Il ressort de sources incontestablement vraies que l'endettement de l'Etat en ce qui concerne les salaires non payés dépasse 32 millions de roubles, rien que pour la Géorgie. De là cette misère effroyable où se débattent les ouvriers et les employés de Géorgie en ce temps de crise et de cherté de vie.

Pour la Tchéka, il y a de tout, elle est à l'abri de toute misère et, le fouet à la main, elle ne permet pas aux autres de laisser échapper un soupir de détresse.

L'organisation du Guépéou se présente comme suit : chaque rayon administratif possède un bureau politique (politbureau) où il délègue ses agents. Leur nombre dépend de la situation politique du rayon. C'est ainsi qu'en Géorgie occidentale, plus particulièrement en Gourie, le nombre de ces collaborateurs est plus important que dans les autres parties du pays. Les politbureaux de rayons et de provinces autonomes sont subordonnés à la direction politique de la Géorgie soumise à son tour à celle de Transcaucasie; le Guépéou dispose ainsi d'une armée spéciale campée à ses côtés. Cette armée est bien logée et bien nourrie; elle ne saurait rien désirer de plus.

La méthode de travail de la Tchéka est souple, prudente et énergique. Elle dépense des millions pour la préparation des espions et des agents spéciaux. La liaison entre eux s'effectue par des moyens exclusivement conspiratifs. Les femmes à mœurs légères et les komsomols (jeunesses communistes) se prêtent facilement à leur travail. Tout mouvement antisoviétique est étroitement surveillé et dénoncé. Il n'est pas rare que l'agent provocateur, se disant persécuté par le pouvoir soviétique, gagne la confiance de la population, parmi laquelle il se cache des mois durant, conspirant lui-même contre le gouvernement, créant une agitation, et puis... la chasse commence.

C'est ainsi qu'un agent provocateur, nommé Kouteladzé, réussit à pénétrer dans nos organisations dont les chefs, Kvergheladzé, Moudjiri, Gountaichvili et Adeichvili furent lâchement massacrés. C'est pour les avoir cachés et leur avoir offert une hospitalité confiante que d'autres remplirent les caves de la Tchéka.

La Tchéka possède maintenant un nouvel édifice dont la construction a été achevée l'an dernier. Il est immense : trois étages sur la rue Classitcheska, et quatre étages sur la rue Davidovska, trois étages enfin au sous-sol. Il comporte de nombreuses cellules et des compartiments spéciaux. Les détenus sont répartis suivant le degré de délit dans les caves et les cellules. Il y a un compartiment spécialement aménagé en vue d'extorquer des aveux; il est muni de tous les moyens appropriés. La prison peut contenir de trois à quatre mille personnes. La forteresse de Metekhi est réservée aux prisonniers politiques détenus pour des délits moins graves.

L'instruction traîne des mois. Il y a des détenus dont l'instruction fut ouverte il y a vingt mois, mais personne ne s'inquiète de la marche de leur affaire. Il arrive souvent qu'après une détention de plusieurs mois, le prisonnier est relégué en Russie sans qu'il sache pourquoi. Il y a bien près de la Tchéka un chef de poursuites pour les affaires politiques, mais en fait, il est impuissant. La Tchéka est totalement indépendante; elle a ses règlements à elle et agit comme bon lui semble. On utilise envers les prisonniers toutes les tortures : violence, menaces de mort, détention dans la « cellule secrète », en costume d'Adam pendant des semaines, etc. On ne peut y penser sans frémir.

Ces derniers temps, on utilise les prisonniers pour les travaux dans les Sovkhoz. Ils sont dirigés par centaines de la forteresse du Metekhi vers les plaines d'Alazani et de Chiraki. Tout refus entraîne la relégation dans des camps isolatoires. Les conditions de travail dans les sovkhoz sont insupportables: on y meurt littéralement de faim; du fait de l'insuffisance de nourriture et d'eau potable, des épidémies de fièvre thyphoïde y sévissent, emportant par centaines les travailleurs indigènes, aussi bien que les réfugiés de l'Ukraine et de Russie. Les prisonniers politiques ne peuvent naturellement pas résister à une telle épreuve; c'est ainsi qu'à l'arrivée sur les lieux d'un groupe de ces prisonniers sur un chantier, quinze d'entre eux succombèrent. Dans ce nombre, on cite: Dimitri Gobronidzé, jeune homme d'une intelligence remarquable, Talakvadzé, etc...

La déportation s'effectue périodiquement, par centaines de prisonniers, souvent de manière inattendue, sans préparation aucune. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux succombent en cours de route ou peu après leur arrivée sur les lieux. La plupart sont concentrés dans les « isolatoires ». Après un certain temps de réclusion, les prisonniers sont remis en liberté, mais il leur est interdit de quitter la région où ils se trouvent. La Sibérie et le Haut Oural sont les zones préférées pour ces mesures de salut public.

En 1931, le nombre de détenus dépassait 3.000. La situation est la même cette année. Le nombre de déportés atteint 15.000 (sans compter les communistes). Beaucoup d'entre eux sont déjà morts. D'autres travaillent dans des camps de concentration; bon nombre d'entre eux meurent d'inanition ou par suite des dures conditions de travail. Leur supplice s'est un peu adouci aux premiers jours du mouvement de protestation qui eut lieu en Europe contre le dumping soviétique, mais ce ne fut pas pour longtemps: on fait travailler les prisonniers à coup de matraque.

Les communistes ne constituent pas plus de 5 à 6% du nombre total des déportés. Après avoir purgé leur peine, ils trouvent le moyen de retourner dans leur pays natal, ce qui est un rêve pour les prisonniers non communistes. Les autres rentrent aussi quelquefois, mais brisés, vieillissés, tuberculeux, ils ne sont plus aptes à rien. C'est le sort commun pour ceux qui ont vécu quelque temps dans les caves de la Tchéka. C'est ainsi qu'ont péri les meilleurs membres de nos organisations: D. Koridze, G. Mskaladzé, G. Vasadzé, etc. La liste des martyrs s'allonge d'un jour à l'autre.

4. — *La presse soviétique.*

Malgré la décomposition du parti communiste, la faillite économique et la persécution morale et physique du peuple, la presse soviétique se dresse toujours fièrement et clame des réalisations atteintes dans la voie de l'édification socialiste. Personne n'y croit plus. N'empêche que la demande des journaux monte toujours. Le journal le *Communiste* n'est pas à même de satisfaire ses abonnés. Ce qui captive et suscite l'attention générale, c'est le développement des relations internationales. La presse soviétique ne manque pas de les signaler à sa manière mais le peu qu'elle donne est toujours précieux pour un peuple isolé du monde entier. Il suit avec avidité toutes les complications que le pouvoir soviétique rencontre sur le plan international et à travers les lignes des journaux, il scrute l'horizon dans l'espoir de voir quelque lueur annonciatrice de la délivrance. Lors de la tension anglo-russe et russo-japonaise, les journaux s'arrachaient littéralement et passaient de main en main, mais hélas, son espoir a toujours été déçu...

Le peuple suit non moins attentivement les symptômes de décomposition

du parti communiste. Il en déduit des conclusions précises. Le processus de dissolution interne du parti est à tel point évident que la presse ne peut le dissimuler. La nouvelle annonçant l'exclusion du parti de leaders tels que Zinoviev, Kamenev, Ouglanov, etc. fut accueillie en son temps avec un enthousiasme mal contenu. Le peuple s'intéresse à la presse pour tout autant qu'elle reflète la lutte et le déchirement intérieur du parti, et il en conclut, non sans raison, à la chute prochaine de la tyrannie bolchéviste. Pour ce qui est des autres événements, il est indifférent, et les en-têtes flamboyantes des journaux sur les « réalisations socialistes » n'éveillent que des sourires de mépris.

Encore un mot: L'attitude des communistes à notre égard change un peu d'aspect. J'ai déjà fait allusion, au fait qu'aux yeux de la majorité, le prestige du parti communiste est, d'ores et déjà irrémédiablement ébranlé. Il entrevoit une débâcle inévitable. Aussi les communistes n'ont plus la fierté d'antan. Leur regard est confus et même apeuré. On ne peut dire, certes, qu'ils aient subi déjà un revirement moral, mais il est plus que probable qu'au cas où une catastrophe se produirait, ils se jetteraient dans les bras de ceux qui, les premiers, auront déployé le drapeau de la liberté. Ils le feront, ne fut-ce que pour expier leurs fautes.

*
**

Au Turkestan

«*Le Kazakstan — règne du socialisme vainqueur*»
(D'après les journaux soviétiques).

Tout récemment les bolcheviks du Kazakstan ont fêté avec pompe le douzième anniversaire du Kazakstan. La date de ce jubilé n'est pas tout à fait exacte, car cette république, dans son état actuel en tant qu'« unité nationale distincte » existe depuis le mois de décembre 1924. Mais cela importe peu: les bolcheviks avaient besoin d'un motif pour démontrer « la victoire complète du socialisme dans l'ancienne colonie tsariste et qui de nos jours, du fait de la dictature du prolétariat, est devenue la règne véritable du socialisme ». Si l'on parcourt les articles et les discours prononcés en cette occasion, par les magnats rouges soviétiques l'on n'est pas peu surpris en effet de voir qu'il n'est pas de pays au monde mieux ordonné que le Kazakstan, qu'il n'est pas de peuple plus heureux, jouissant à tel point des bienfaits culturels que les Kazaks. Tout le pays est couvert d'écoles; tous les enfants d'âge scolaire fréquentent l'école. Les Kazaks, hier encore nomades et semi-nomades sont aujourd'hui sédentaires, disposant pour les besoins de l'agriculture des machines les plus perfectionnées. Les villes du Kazakstan sont des modèles d'urbanisme inconnues dans l'Europe bourgeoise. Les chemins de fer, plus particulièrement le fameux *Turksib* n'a pas d'égal dans le monde pour ses qualités de perfectionnement et de roulement. Un prolétariat national kazak d'un demi million d'individus a été créé et ce prolétariat est à n'en pas douter le maître authentique dans son pays. Le paysan du Kolkhoz, enthousiaste sans égal, a transformé le Kazakstan, l'ancien pays des steppes, autrefois en friches, en l'un des greniers de l'Union soviétique. Les soldats Kazaks de l'armée rouge ne sont pas seulement le soutien de la dictature du prolétariat

au Kazakstan, mais ils ne tarderont pas à devenir les libérateurs des pays opprimés de l'Orient...

Les discours venaient à peine d'être prononcés et l'encre des articles du jubilé venait à peine de sécher que ces mêmes journaux publiaient des articles entièrement contraires. Loin de nous toute idée de polémiser avec les bolcheviks, mais il nous a paru intéressant pour les lecteurs de «*Prométhée*» de reproduire ici quelques extraits d'articles parus dans les journaux kazaks qui donnent on ne peut mieux une vue d'ensemble sur la situation dans le pays du «socialisme triomphant» comme les bolcheviks désignent le Kazakstan.

Voyons tout d'abord les écoles. La question des écoles est d'entre toutes celle que les bolcheviks ont mise à la base de leur politique. Hier encore les bolcheviks annonçaient au monde que *la République des Adighés* dans le Caucase du Nord *avait devancé l'Angleterre au point de vue culturel!* Ce n'est pas évidemment que parmi les Adighés il se soit trouvé des super-Newton ou des super-Shakespeare, pas même (horrible dictu!) des écrivains plus capables que Bernard Shaw lui-même, défié par les bolcheviks... Non, rien de tout cela; en parlant d'une «supériorité culturelle de la République des Adighés sur l'Angleterre» les bolcheviks ont voulu souligner le fait, que dans ladite république il n'y a plus d'illettrés... Les bolcheviks kazaks seraient bien offensés si quelqu'un leur disait que le Kazakstan, au point de vue culturel est au-dessous de l'Angleterre. Qu'il nous soit donc permis de faire une petite excursion dans le domaine scolaire de cette république «supérieure à l'Angleterre au point de vue culturel».

L'année académique 1932-1933 doit être, selon le plan, une année de victoire définitive sur le front culturel; tous les enfants d'âge scolaire (de 8 à 11 ans) doivent aller à l'école primaire; avec eux doivent être inscrits les enfants de 11 à 15 ans ainsi que les enfants des kolkhoziens, *sans exception aucune*. C'est du moins ce qui avait été prévu dans le plan, confirmé par Moscou, plan sur lequel reposent et devront à l'avenir reposer les prétentieuses affirmations des bolcheviks en présence des étrangers, attendu que c'est le seul «plan de Moscou» qui est connu en dehors de l'U. R. S. S., le seul qui est montré aux touristes étrangers.

D'après le plan de Moscou, au Kazakstan, pendant l'année 1932-1933, le nombre d'enfants qui devaient fréquenter l'école était ainsi fixé:

| | |
|----------------|--------------|
| de 8 à 11 ans |721.000 |
| de 11 à 15 ans |170.212 |

En outre 90.000 enfants kolkhoziens étaient tenus fréquenter des écoles spéciales de fabriques et d'usines créées à leur intention. Voyons maintenant comment ce plan a été mis en pratique:

Le *Sotsialdi Kazakstan*, principal journal officiel du Kazakstan, donne dans son N° du 5 décembre les informations suivantes: d'après les données officielles fournies par les six provinces du Kazakstan le nombre d'enfants d'âge scolaire (de 8 à 11 ans) s'élève à 401.891. Sur ce nombre, 317.075 ont été admis dans les écoles. 84.816 n'ont pu trouver place.

À Alma-Ata, la capitale où avait lieu le 7 déc. 1932 le plenum du Comité du parti, les chiffres suivants furent communiqués:

| | |
|---|--------------|
| Enfants d'âge scolaire au Kazakstan (de 8 à 11 ans) |628.000 |
| Enfants fréquentant l'école |525.100 |
| Enfants n'ayant pu trouver place à l'école |103.000 |

(*Sotsialdi Kazakstan* du 23 décembre).

Si maintenant l'on fait un parallèle entre ces chiffres l'on obtient ce qui suit :

Enfants d'âge scolaire d'après le plan de Moscou :721.000

Enfants d'âge scolaire d'après le plenum du Comité du parti ..628.00

Lequel de ces chiffres est exact? il serait difficile de le dire, mais ce qui est vrai, c'est que *le chiffre fourni par Moscou (721.000)* n'est pas exact. Enfin, ainsi qu'on l'a vu précédemment le chiffre des enfants restés sans instruction diffère sensiblement: il est, d'après des données fournies par les provinces, de 84.816 alors que d'après les données du plenum du parti, basées sur les déclarations du Commissaire à l'instruction publique, ce chiffre s'élève à 103.000.

Malgré ces données, Moscou prétend néanmoins que tous les enfants sans exception fréquentent l'école au Kazakstan. Et les étrangers y croient, car ils ne voient que les chiffres fournis par Moscou, ignorant tout de la situation des affaires scolaires sur place.

Voyons de plus près maintenant ces écoles soviétiques: Ici encore on trouve ces mêmes inexactitude. C'est ainsi que d'après le «plan de Moscou», au cours de l'année 1932 le nombre de nouvelles écoles à construire s'élevait à 490; or, dans le compte rendu du plenum du Comité du parti, il est dit que 133 édifices ont été construits et que 180 sont en construction. C'est donc 177 édifices scolaires qui restent à construire. Quant à ceux qui ont été construits, signale le rapport du plenum du Comité du parti, il n'en est pas un seul, sur les 133 qui soit utilisable pour les occupations des élèves, attendu qu'ils ne possèdent ni portes ni fenêtres (*Sotsialdi Kazakstan* — 23-12-32).

L'un des communistes des plus en vue au Kazakstan Sadvakassov Djanaidar chargé de faire un rapport sur le problème scolaire au plénum du Comité du parti déclara ce qui suit: «Bien souvent, du fait du manque de tables et autres accessoires scolaires, de l'absence de portes et de fenêtres, les travaux des élèves dans les classes ne peuvent avoir lieu et nombre d'écoles ont dû se fermer. J'ai visité, poursuit Sadvakassov Djanaidar, la meilleure école-modèle (du Kazakstan, placée sous la direction immédiate du commissariat de l'Instruction publique, l'école N° 12 à Alma-Ata, (capitale du Kazakstan) et j'ai vu des enfants en pardessus. Des enfants de 8 à 9 ans, venus de leurs campements disaient d'une seule voix que dans les dortoirs régnait un froid terrible au point «qu'il n'aurait point été possible d'y tenir un chien à la chaîne».

Parlant du problème scolaire au plénum du Comité du parti d'Alma-Ata, le nouveau dirigeant de la politique soviétique au Kazakstan, M. Mirzoïan, parla notamment de «l'abandon des écoles par les instituteurs kazaks» (*Kazakstanskaïa Pravda* du 4 mars 1933).

Mais passons maintenant à un autre aspect de la vie du pays du «socialisme triomphant» où les Kazaks sont les seuls maîtres de l'Etat».

Parlant du rôle des Kazaks dans l'administration de «leur République ledit M. Mirzoïan crut nécessaire de tracer une limite entre la «mise en avant de la question» et la «solution pratique» de cette question au Kazakstan. Il dit: «Si l'on prend le travail qui s'effectue dans les stations de chemin de fer du Turksib ou de Sarnaro-Zlatoust et autres, qui traversent le territoire du Kazakstan, ou bien encore dans les bureaux des Postes et Télégraphes, nulle part on ne trouvera quelque employé pouvant répondre à un kazak qui ne comprend pas la langue russe, personne à qui un kazak pourrait expliquer dans sa

langue, ce dont il a besoin et en recevoir une réponse, également dans sa propre langue...»

«Il nous faut, poursuit M. Mirzoïan, introduire la langue kazake, tout d'abord dans les différents chaînons de l'appareil des postes, des chemins de fer, etc. afin de liquider ainsi l'isolement qui existe entre ces appareils et la population kazaks. Dans le cas contraire il nous serait impossible d'assurer des rapports réguliers entre l'appareil et la majorité de la population...»

Peut-on réfuter avec plus d'énergie le mensonge jubilatoire du pouvoir absolu des Kazaks au Kazakstan? En ce qui concerne la situation de la population nomade et semi-nomade kazake, la presse kazake elle-même ne cache pas l'abandon du genre de vie sédentaire adoptée par ces derniers pour reprendre la vie nomade. D'après ces journaux ce phénomène serait le résultat de la non-exécution par les organes soviétiques de leurs obligations en ce qui concerne l'établissement de la population en voie de devenir sédentaire, à laquelle le bétail a été ravi pour les besoins des sovkhoz et tout secours de l'Etat a été refusé («Kazakstanskaïa Pravda» du 18 février).

Pour ce qui est du travail du «Turksib» le seul chemin de fer qui sur toute sa longueur traverse le territoire du Kazakstan, ce même M. Mirzoïan déclare que le chargement des wagons s'effectue dans les 30 à 40% au-dessous de la norme.

Mais le plus intéressant, dans le discours de M. Mirzoïan, c'est le témoignage digne de remarque sur la situation des villes du Kazakstan, de celles dont il a été tant parlé dans les discours jubilatoires, comme étant des modèles d'urbanisme contemporain. M. Mirzoïan se demande pourquoi ne pas construire au Kazakstan une ou deux villes bien agencées? Personne ne peut démontrer que la classe ouvrière doit vivre dans des conditions antihygiéniques dans des logements dépourvus de lavabos, d'eau, etc...». En ce qui concerne ces dernières conditions dans les villes du Kazakstan, M. Mirzoïan a cru devoir s'y arrêter plus longuement. De son discours il ressort que *la capitale du Kazakstan ne possède point une seule clinique chirurgicale* et que «toute personne, atteinte par exemple d'appendicite est obligée de se rendre d'Alma-Ata à Moscou ou à Tachkent pour se faire opérer». Cet établissement n'existe pas du fait que cette ville ne possède point de local approprié et il n'y a point de local à cause de l'absence de matériaux de construction. ...Cependant «il ne serait pas difficile de s'en procurer. Avec un peu de bon vouloir on pourrait préparer au cours de deux années, jusqu'à deux millions de mètres cubes de matériaux de construction dans la région de l'Irtych, l'on sait aussi que dans l'Oural on coupe jusqu'à 20 millions de mètres cubes de bois par an». Comment se fait-il donc que ces coupes de bois sur l'Irtych et dans l'Oural n'arrivent point au Kazakstan? — Tout simplement parce que ce bois prend le chemin de l'Europe.

Pour inviter des chirurgiens, ajoute M. Mirzoïan, il faut créer des conditions adéquates et aussi, crie une voix, des «conditions humaines normales».

Effectivement, dans la capitale du Kazakstan socialiste ces «conditions humaines normales» de vie n'existent point. Voyons encore ce que dit à ce sujet M. Mirzoïan: «L'on m'a rapporté, camarades, que jusqu'à cette dernière année il était impossible de construire ici de maison d'habitation avec salle de bains et lavabo, ces commodités étant considérées comme quelque chose de superflu. L'on dit que quelques voix s'élevèrent pour dire: — «Où passe l'argent, pourquoi ce luxe?» — Si une salle de bains est considérée comme étant du luxe, un lavabo chauffé vraisemblablement est considéré comme ex-



tra-superflu et courir à un quart de kilomètre de l'habitation cela s'appelle très cultivé!».

Ne serait-ce pas mieux de dire, poursuit M. Mirzoïan que cela s'explique uniquement par notre absence de culture, par notre ignorance et notre routine. Par elle-même, l'absence de bains dans la ville est significative. J'ai entendu dire que depuis trois ans, un établissement de bains est en construction à Alma-Ata, mais que jusqu'à présent, l'on n'arrive pas à le terminer. A Koustanai la construction d'un pareil établissement se poursuit depuis 4 ans et à Oural'sk, dit on, depuis bientôt 5 ans. (Cf. Kazakstanskaïa Pravda, 4-3).

Telle est la situation au Kazakstan d'après les journaux kazaks et les déclarations de l'agent du Gouvernement de Moscou, M. Mirzoïan. N'est-il pas vrai que nous sommes loin, très loin de ce que nous racontaient hier encore du «pays du socialisme triomphant» les journaux soviétiques eux-mêmes auxquels nous avons emprunté la documentation exposée ici même?...

M. Tchokai Oghly.

L'Éternelle peur

C'est dans les déclarations «idéologiques» des chefs bolcheviks que l'on trouve le véritable état d'esprit de la Russie communiste dans les questions qui présentent le plus d'importance pour l'humanité. Ces déclarations nous donnent la clé de l'énigme des buts que poursuivent les dirigeants de Moscou en organisant des procès de «saboteurs» spécialistes et des exécutions sommaires de gens innocents. Ce n'est pas en vain qu'au cours d'un meeting organisé au Albert Hall en Angleterre le 27-7-31, en faveur du désarmement M. Baldwin prononça les paroles suivantes « Les pourparlers avec l'U. R. S. S., seront quelque peu difficiles en raison des conditions particulières de ce pays, mais tant que nous n'obtiendrons pas de lui un désarmement progressif, l'Orient de l'Europe sera toujours sous l'empire de la peur ».

Il n'est pas douteux que l'homme d'Etat qu'est M. Baldwin a étudié à fond la nature du bolchevisme. Ces affirmations de l'homme d'Etat anglais ne sont pas le résultat d'une simple irritation ou d'une fantaisie passagère, mais bien de témoignages de documents, soviétiques. Et, de fait, l'on ne saurait oublier qu'en matière de politique extérieure, les bolcheviks, conformément au programme destructeur du Komintern, considèrent les pays cultivés — comme étant des ennemis avec lesquels le bolchevisme se trouve dans un état de guerre constant aussi ont-ils recours à des moyens de lutte d'ordre essentiellement militaire. Voici quelques faits à l'appui: sous le titre «La guerre aura-t-elle lieu?», le commissaire à la guerre M. Vorochilov a publié une brochure à trois millions d'exemplaires dans laquelle se trouvent reproduits en guise d'épigraphe ces mots de Lénine: « *La fable sur la dernière guerre est une fable nuisible et vide de sens* ». Dans le même temps, pour l'enseignement des larges masses populaires, on propage l'idée que «la structure du socialisme ne cadre pas avec celle du capitalisme, aussi bien à l'intérieur de chaque pays, qu'entre pays... les guerres sont inévitables sous le régime capitaliste... Ces guerres peuvent surgir à tout instant... elles surgiront inévitablement. Les œuvres de Zinoviev, sont à ce point de vue plus remarquables encore. Examinant la politique intérieure et extérieure des pays bourgeois et de l'Union soviétique, M. Zinoviev estime que le reproche formulé par Lénine au cours du 8^e Congrès des Soviets

est plus que jamais d'actualité. « Nous en avons fini avec une zone de guerre, nous devons préparer la seconde ».

La tâche principale du Komintern, dit Zinoviev, au moment où se développe l'élan révolutionnaire en Occident consiste dans la préparation, sur les voies de la bolchevisation, du parti communiste des pays capitalistes au combat décisif ».

Il advint cependant qu'un diplomate soviétique ayant fini par comprendre toute l'horreur d'un système de politique aussi sanglante pour la Russie, M. Dimitrievski, dans son ouvrage sur le sort de ce pays d'adresse aux politiciens d'Occident avec la proposition suivante: « Les politiciens et les hommes politiques doivent agir solidairement et dire à ceux qui sont cause des dissensions moscovites: Rappelez-vous, parias du monde civilisé, vous ne pouvez, d'égal à égal, trouver personne à qui parler dans nos pays, car tous, depuis le lord et le chef d'industrie pour finir au paysan pauvre et à l'ouvrier conscient, connaissent votre véritable visage... » L'essentiel, ajoute M. Dmitrievski, c'est que vous devez tracer une ligne d'intervention morale et d'isolement. Chaque représentant du régime sanglant dans votre pays doit être chassé; aucun tribut d'hommage à la condition, aux convenances, au bon ton ».

C'est ainsi que le pouvoir soviétique se donne pour tâche de pousser jusqu'à l'extrême la lutte de classe, de préparer et de provoquer les guerres civiles et entre Etats sur une échelle mondiale et ébranler ainsi les bases même du travail pacifique des citoyens. C'est pourquoi l'on comprendra que la prime d'assurance que tous les peuples du monde achètent pour assurer une existence tranquille devient de plus en plus lourde, de plus en plus insupportable et surtout du fait que le Komintern ne donne l'assurance à personne que les efforts outre mesure faits en faveur de la paix, garantissent effectivement les peuples de toute éventualité des suites des catastrophes d'une guerre. C'est contre un pouvoir de ce genre qu'il convient de lutter de tous nos moyens, au nom de la reconnaissance de l'idée primordiale de paix sur la force, de morale sur la haine de classe déchaînée. C'est en cela que réside la lutte pour la paix et pour une collaboration paisible des peuples libres de toute servitude. Les peuples de l'U. R. S. S. soumis à un régime de pillage et d'oppression ont le droit de carresser l'espoir de trouver un appui chez tous ceux qui ont à cœur l'idéal d'humanité et la vie créatrice si peu en estime au pays du bolchevisme. Il faut seulement une reconnaissance unanime de la société cultivée qui doit dire qu'elle ne peut s'accommoder d'un pouvoir de ce genre, muni de tels moyens de destruction de la vie paisible.

Il n'importe de savoir sous quelle forme cela se produira ce qu'il faut, c'est que la presse et les représentants, de la communauté, les hommes d'Etat également, disent leur mot, prononcent leur verdict à l'égard de ceux qui sèment le désordre et préparent la guerre.

Puissent les voies qui mènent l'humanité vers la félicité laquelle rêvent les offensés et tous les opprimés du pouvoir soviétique, s'acheminer non point à travers les champs de la violence tsariste et des guerres sanglantes, mais vers un idéal de droit, de paix et de justice nonobstant les difficultés.

L'on peut juger jusqu'à quel point sont salutaires les moyens de pression sur les bolcheviks par les résultats du procès des ingénieurs anglais à Moscou. Pour la première fois l'opinion publique anglaise, après les représentants officiels ont pu juger du caractère du bolchevisme. Pour la première fois l'Occident a dit ce que tout le monde savait, ce que l'on cachait honteusement, ce que l'on dissimulait dans les relations diplomatiques. Lorsqu'il a été question des intérêts des citoyens britanniques, les Anglais se sont permis de douter

de l'honnêteté du pouvoir soviétique. Bien mieux, ils n'ont pas cru pouvoir admettre qu'à l'égard de citoyens britanniques des méthodes de terreur aient pu être appliquées, méthodes qui paraissent normales au pays des Soviets. Dans l'imagination, les estimations anglaises ayant un caractère officiel, les choses sont désignées de leur vrai nom. Le télégramme qui reproduit le contenu du Livre Blanc souligne le ton cassant employé par Sir Esmond Ovey dans ses rapports. Il parle d'un « régime d'horreurs » mis en pratique par les bolcheviks.

Le Gouvernement britannique s'est porté au secours de ses ressortissants avec une énergie, une célérité sans précédents. La position prise par l'Angleterre dans cette affaire a une importance exceptionnelle; non seulement elle répond aux traditions de l'Etat britannique qui a toujours défendu ses sujets, l'honneur et la dignité du citoyen, mais encore elle apporte un nouveau courant de principe dans l'estimation de particularités du système bolchevik. En cela, nous constatons l'indice d'un tournant dans les rapports entre l'Europe et le bolchevisme. Si pour l'Angleterre et pour le monde Occidental dans son entier, la procédure du tribunal et la marche même du procès ont donné une idée de la nature du régime bolchevik, le verdict a montré — combien le bolchevisme est sensible à toute pression venue de l'extérieur, comment il abandonne ses positions « de principe » lorsqu'il a à qui parler. Le verdict n'est pas seulement une manifestation d'humanité, de magnanimité soviétique; c'est l'aveu que la terreur et ses méthodes suivies d'exécutions parfois sommaires sont faciles à appliquer lorsque ses victimes sont sans défense, qu'elles sont privées de toute volonté, de tout appui. Dans ce cas ces « chevaliers sans peur », ces bolcheviks ne se contentent point de crier à une action sans pitié, à des rigneurs à exercer, mais ils renforcent leurs « théories » au sujet du sabotage par des hécatombes sanglantes. Mais lorsque derrière les prétendus « saboteurs » se dresse une force extérieure, les bolcheviks se transforment subitement en gens bienveillants, magnanimes, atténuant les punitions pour des raisons de justice, d'humanité.

Se représente-t-on les pénibles sentiments que doivent éprouver les citoyens soviétiques au su du verdict « adouci » qui vient d'être rendu, eux qui connaissent si bien la nature de la terreur politique bolcheviste, qui ont la possibilité d'observer au jour le jour, comment la moindre violation de ce qui est considéré de nos jours comme faisant partie de la politique économique bolcheviste est puni cruellement et rapidement « *du maximum de la peine pour la défense sociale* ». Nous ferons remarquer qu'on ne peut nier que la clarté des déclarations et des revendications anglaises ainsi que le désir si besoin est de les appuyer par des mesures effectives allant jusqu'à cesser toutes relations commerciales et politiques se trouvent en rapport avec la situation intérieure et extérieure du pays des Soviets.

Pour les Anglais qui voient clairement les choses, qui sont parfaitement renseignés sur l'état de l'économie bolcheviste, qui sont même étroitement en contact avec les soviets, cet état de choses ne manque pas que de les faire réfléchir et c'est sous un autre aspect certainement que de nos jours il apprécient leurs rapports avec les Soviets.

Quoi qu'il en soit, l'on peut être assuré que l'intervention extérieure dans le procès des ingénieurs anglais a produit son effet; elle a donné à l'Occident matière pour la connaissance du bolchevisme, de ses méthodes, de sa manière d'agir et des moyens de pression à employer.

L'incompréhension de la nature du bolchevisme se glisse dans le programme net et clair de la vie, compliquant d'autant les voies non moins compliquées de l'humanité dans sa lutte pour la paix.

Ibrahim Tchoulik.

L'Industrie du naphte au Caucase

Il y a deux ans, l'industrie européenne était alarmée par les « succès » du plan quinquennal en Russie. Que d'encre fut versée pour décrire la signification du dumping soviétique par rapport au marché mondial et nombreux furent les économistes qui prédisaient une catastrophe au cas de la réussite du plan quinquennal dans tous les domaines de la vie économique de la Russie soviétique.

Nul n'ignore que l'industrie du naphte en U. R. S. S. occupe une place de premier plan et qu'en sa qualité de marchandise-valeur, elle est pour les bolcheviks d'une très grande importance sur les marchés du bassin méditerranéen et du Proche Orient.

Le pouvoir soviétique n'a jamais regretté les capitaux ni la peine quand il s'est agi de perfectionner les moyens d'exploitation et de raffinement du naphte. Des appareils, dernier mot de la technique, furent commandés en Amérique et en Angleterre, et les meilleurs spécialistes en matière de naphte furent invités à venir pour mettre en marche ces machines. Et de fait, au début, les bolcheviks réussirent à intensifier l'extraction du naphte et son exportation sur les marchés étrangers en même temps. Les journaux allemands, les mieux informés en ce qui concerne la situation de l'économie soviétique, faisaient de la publicité pour les bolcheviks, exagérant en même temps l'importance du plan quinquennal dans tous les domaines de l'industrie soviétique et plus particulièrement en ce qui concerne le naphte.

Conçus dans un tel esprit, ces articles créaient un état de nervosité sur les marchés mondiaux du naphte, si bien qu'il fut même question d'un accord et de l'élaboration de mesures préventives contre l'envahissement des marchés mondiaux par les naphte du Caucase qui, jusqu'à cette époque, était considéré comme étant dans les mains des trusts anglo-américains.

Mais voici que deux ans sont passés et que rien d'inquiétant ne s'est produit. Au lieu de l'augmentation de l'exportation du naphte soviétique, l'on a pu constater une diminution. Quelle en est donc la cause?... Eh bien, cela s'explique du fait que la consommation des produits du naphte, en Russie même, a fortement augmenté en raison de l'utilisation du naphte comme combustible dans nombre de domaines industriels et aussi, du fait de la désorganisation de l'industrie même du naphte, ce qui a amené une baisse sensible de son exploitation.

Avec la venue d'Hitler au pouvoir, les journaux allemands n'ont plus aucun intérêt à couvrir leurs anciens alliés, aussi les voit-on décrire maintenant la véritable situation de l'industrie du naphte au Caucase, et l'on commence à s'apercevoir que la situation de l'industrie du naphte est loin d'être brillante. Il y a quelques jours à peine, le « *Frankfurter Zeitung* » consacrait un long article, basé sur les statistiques officielles soviétiques, à l'industrie du naphte.

L'auteur donnait un attristant tableau sur l'industrie du naphte en Azerbaïdjan et au Caucase du Nord et avec chiffres à l'appui que le plan quinquennal dans ce domaine est loin d'être réalisé.

En 1931, l'industrie du naphte donna aux Soviets 22.334.700 tonnes de ce produit, sur ce chiffre global 13.156.400 tonnes reviennent, au trust du naphte d'Azerbaïdjan, 8.063.700 reviennent au Caucase du Nord, et un million seulement aux autres régions pétrolifères.

En 1932, une baisse dans l'extraction du naphte se fait sentir; elle est de 21.495.000 tonnes, soit pour l'Azerbaïdjan de 12.181.000 tonnes et pour le Caucase du Nord, de 7.009.800 tonnes. Or, le plan quinquennal prévoyait, pour 1932, un total de: 26.350.000 tonnes de naphte pour toute l'Union et l'appétit de Moscou étant toujours croissant, le plan prévoyait, pour 1933, un total de 29.500.000 tonnes.

L'insuccès du plan soviétique, plus particulièrement dans le deuxième semestre de 1932, s'explique pour beaucoup de raisons: tout d'abord, l'ignorance du métier pour des gens venus du nord de la Russie. L'on sait que de nombreux ouvriers d'origine turke, accoutumés aux travaux d'exploitation du

naphte, furent déportés dans les gouvernements de la Russie centrale en raison de leur hostilité envers le pouvoir soviétique, et que de ce fait, l'industrie du naphte resta privée de mains expertes dans ce domaine. Les spécialistes voient une autre cause de baisse dans l'exploitation du naphte dans le fait que les ouvriers changent souvent d'entreprise et passent ainsi que des nomades d'un rayon à l'autre, d'une entreprise à l'autre. L'entreprise est ainsi privée de main-d'œuvre ou, si elle le trouve, les nouveaux venus, ignorant tout du travail, perdent un temps précieux avant que de se mettre au courant.

Mais il est encore d'autres causes, de caractère technique; dans ce nombre, il convient de signaler les instruments et accessoires nécessaires aux entreprises qui sont ou mal faits, ou reçus d'une manière irrégulière sur les chantiers. Il arrive aussi que les entreprises cessent leur travail pour un temps plus ou moins long, en raison du manque de matériel. L'on fait aussi remarquer l'absence de discipline parmi les ouvriers et d'harmonie dans le travail, ce qui est un empêchement à la marche régulière dudit travail.

Les organisations pétrolières soviétiques cherchent les causes de ces échecs à l'extérieur, et elles les trouvent dans d'autres domaines de l'industrie soviétique, étroitement liées à l'industrie pétrolière. Mais les meilleurs spécialistes en matière de naphte attribuent la baisse de l'extraction du naphte au manque d'ouvriers qualifiés d'abord, à la mauvaise qualité des matériaux ensuite.

Les journaux soviétiques manifestent une grande joie au sujet de la découverte de nouveaux puits de pétrole, mais aussitôt qu'il est question de les exploiter, leur enthousiasme disparaît. Pour faire cela, il faut des ouvriers, du matériel; il faut faire venir de l'étranger quelques machines et les fonds manquent. Si à cela on ajoute l'absence de routes, de pipe-lines, etc., on comprendra les difficultés qui se présentent et qui mettent obstacle à l'exploitation des nouveaux rayons.

En outre, les bolcheviks en ce moment sont très inquiets de voir que leur crédit baisse à l'étranger du fait de la diminution des exportations de naphte. Cependant, au cours de l'année 1932, les bolcheviks ont exporté plus de naphte que pendant les années précédentes; c'est ce qui explique pourquoi le combustible manquait en Russie, et pourquoi le travail a dû être interrompu dans certaines usines métallurgiques. Mais les faits sont les faits: les bolcheviks ne réussirent point à exporter la quantité de produits de naphte pour laquelle ils avaient pris des engagements, si bien qu'ils ont été obligés d'acheter eux-mêmes ces produits à l'étranger. Rien ne saurait être plus éloquent que l'achat récent, par les soviets, de benzine sur les marchés américains à l'effet de la passer à leurs clients anglais avec lesquels les liaient des contrats.

Faut-il rappeler que la qualité des produits de naphte empire. C'est ainsi que tout récemment le «*Deutsche Allgemeine Zeitung*» écrivait que des plaintes arrivent à l'organisation centrale du trust soviétique du naphte au sujet de la mauvaise qualité des produits du naphte; ces plaintes émanent non seulement des représentants à l'étranger, mais aussi des organisations soviétiques à l'intérieur de l'Union soviétique. Ce même journal écrit qu'au mois de Mars 1933, 45% du pétrole préparé en Transcaucasie était inutilisable et qu'un rapport contre les exploitations pétrolifères de Bakou et de Grozno avait été envoyé à Moscou.

Le lecteur se rendra compte à présent des raisons qui ont guidé les bolcheviks à ne parler des succès du plan quinquennal dans le domaine de l'industrie pétrolière. Or nul n'ignore que cette industrie est l'une des principales sources de l'organisme soviétique. Ainsi, le spectre du dumping du naphte qui, hier encore ne manquait pas d'inquiéter les trusts anglo-américains, a disparu pour quelque temps de l'horizon. C'est ce qu'il convenait de signaler.

Mir.

Aperçu de la lutte des Tatars de l'Odel-Oural pour leur indépendance

(suite).

Après la publication du manifeste du 17 Octobre 1905 qui accordait aux Tatars le droit d'éditer une presse périodique, une fièvre d'activité s'empare de la population tatare de la Volga; au cours d'une seule année, plus de 50 publications tatars font leur apparition. Mais ce manifeste ouvre encore un vaste champ d'activité dans le domaine politique. C'est ainsi que s'organise le parti « Ittifak » (l'Union) dont le programme est le même que celui des « Cadets » (constitutionnels-démocrates); le parti « Tantehi » avec un programme S.-R. (socialiste-révolutionnaire) et le parti social-démocrate tatare. Chacun de ces partis publiait ses journaux et prenait une part très active dans la vie politique du pays, organisant les ouvriers et les paysans et la masse tatare en général.

Bien que différant par leur programme politique, ces partis étaient solidaires en fait de politique nationale: chacun d'eux proclamait la nécessité de conserver le caractère national de la population tatare avec une administration autonome dans tous les domaines, et la création d'une armée nationale tatare distincte. Dans le même temps, se forma un groupe de terroristes, parmi la jeunesse tatare avec, pour but immédiat, la lutte contre les espions tatars.

Cette activité eut pour résultat de constituer parmi les députés siégeant à la Douma, une fraction musulmane chargée de défendre les intérêts de tous les musulmans de Russie. De plus, nombre de députés musulmans se groupèrent autour du professeur et député polonais, M. Bodouin de Courtenay, qui s'efforçait d'obtenir une large autonomie pour toutes les nationalités de Russie.

Dans ce mouvement, les Tatars ont joué un rôle des plus importants, attendu que d'autres peuples turks suivaient ces derniers, leur accordant confiance, et acceptant leurs directives. Le Gouvernement russe n'était pas sans inquiétude à la vue de ce mouvement russophobe qui englobait 25 millions de population turke.

Lorsque se produisit le mouvement de réaction et que fut édicté le décret du 3 Juin 1907, lequel changeait complètement la structure des élections à la Douma, les peuples turks furent les plus atteints, les Tatars en particulier. Alors qu'au sein de l'Assemblée des précédentes Doumas, le nombre des députés envoyés par la population turke s'élevait à une quarantaine et plus, ce chiffre tomba à 10 à la troisième Douma, et à 7 à la quatrième. En outre, ce décret changea fortement le caractère politique des députés, attendu qu'ils ne pouvaient être élus que sur le désir de quelque circonscription russe.

Dans le domaine culturel, cette réaction ne se fait pas moins sentir. Une ordonnance spéciale défendait aux instituteurs et aux institutrices tatars d'enseigner dans les milieux Kazak-Kirghiz et turkestanais; dans la région de la Volga, des mesures restrictives furent même prises en ce qui concerne l'ouverture des écoles libres, et l'enseignement des sciences dans les écoles musulmanes (medressés). Quant aux Tatars ayant reçu leur instruction religieuse à l'étranger (En Turquie, en Egypte, aux Indes, en Arabie) il leur fut interdit d'exercer leur sacerdoce dans le pays.

D'autre part, bien que toute censure préalable ait été abolie en ce qui concerne la presse périodique en général, elle fut néanmoins rétablie par voie administrative jusqu'à la révolution de 1917.



La politique réactionnaire du Gouvernement russe ne pouvait cependant pas arrêter le travail culturel du peuple tatar. Au cours de cette période, c'est-à-dire, jusqu'à la révolution de 1917, les Tatars, en dépit de tous les obstacles accumulés par les autorités, construisirent avec leurs propres moyens, une école nationale près la mosquée de chaque village tatar, si bien que pendant l'année scolaire 1913/14, les enfants tatars des deux sexes ayant l'âge de fréquenter l'école furent englobés dans l'enseignement scolaire. L'impression des livres prit un développement inconnu jusqu'alors. Au cours de l'exposition du livre près le département de la presse, en 1914, à Pétersbourg, le nombre de livres publiés au Tatarstan en turk dépassait un millier de titres.

Cependant, la réaction russe ne fut pas sans profit pour les Tatars: tous les partis politiques tatars qui, à l'exemple des partis russes tels que « cadets », socialistes révolutionnaires et social-démocrates s'étaient lancés dans le mouvement sans avoir rien de national, commencèrent à dépérir et à leur place se constitua un centre national occulte dans les mains duquel se trouva la direction de toutes les affaires nationales tatares. Au cours de la Grande Guerre, l'organe officiel de ce centre fut un Bureau provisoire près la fraction musulmane de la Douma. Les membres de ce Bureau se réunissaient sous divers prétextes pour résoudre différentes questions.

Le groupe tatar résidant à l'étranger et dont la mission consistait à essayer d'obtenir la reconnaissance par l'Europe, du droit des peuples turks à disposer d'eux-mêmes, travaillait en contact avec ledit Bureau. Au cours du Congrès de Lausanne, en 1916, ce groupe, sous la présidence du professeur de l'Université de Stamboul, M. Yousouf Aktehoura Bey (tatar de Kazan) manifesta son activité sous forme de groupement turko-tatare unifié. C'est ce même groupement qui organisa des détachements spéciaux de prisonniers tatars en Allemagne pour la lutte future contre les autorités russes.

Pendant la Grande Guerre, les Tatars de Crimée aussi bien que ceux de la Volga, les seuls d'entre les peuples musulmans de Russie soumis aux lois de recrutement, eurent plus à souffrir que les musulmans du Caucase et du Turkestan. Bien que les Tatars fussent enclins au défaitisme et que la population urbaine s'efforçât par tous les moyens, de se soustraire à la mobilisation, la guerre ne se fit pas sans porter atteinte au bien-être de la campagne. Il est bon de remarquer que les intellectuels tatars poussèrent trop avant leur boycottage de la guerre, attendu que les officiers constituaient un pourcentage insignifiant dans l'armée par rapport au nombre de soldats tatars. Mais voici qu'éclate la révolution de février. Le centre national organise le premier congrès musulman qui vota une résolution concernant l'autonomie des régions turkes et l'organisation d'une armée tatare avec les éléments tatars qui, jusque là, fusionnaient avec l'armée russe. De ce jour commença une période flévreuse d'organisation du peuple tatar dans les villes, les campagnes et les casernes.

Au mois de Juillet 1917, plusieurs congrès s'organisent à Kazan: Congrès des délégués des musulmans de Russie; Congrès des représentants du clergé musulman de Russie; Congrès de représentants de toutes les organisations militaires tatares. Ces trois Congrès se réunissent en Assemblée unifiée, le 22 Juin, et déclarent l'autonomie nationale des turko-tatars de la Volga, avec constitution d'une armée nationale. Ce Congrès unifié décrète de convoquer une Assemblée constituante de Turko-Tatars de la Volga qui se réunit en effet à Oufa le 22 Novembre 1917 pour prendre fin le 10 Janvier 1918. Ladite assemblée constituante élabore les lois organiques de l'autonomie culturelle-nationale, et projette de créer un Etat autonome Idel-Oural turko-tatare, avec des droits très étendus.

La venue au pouvoir des bolcheviks rendit difficile la tâche des Tatars. Le Conseil national et «l'Askeri Choura», autrement dit(l'organisation militaire tatare entreprennent une lutte acharnée contre les bolcheviks. Jusqu'au 12 Avril 1918, ils réussissent à maintenir leur autorité dans toute la région de la Volga. Pendant toute cette période, les formations militaires tatares se chargent de la garde des villes qu'elles protègent des pogroms bolcheviks. Ces formations obéissent toutes au centre national tatare.

Au début du mois d'Avril 1918, les bolcheviks, qui avaient signé le traité de Brest-Litovsk et retiré leurs troupes du front, dirigent de forts contingents sur Kazan et sur Oufa. A l'époque, Kazan était un centre militaire tatar et Oufa un centre national. Après une série de combats entre Tatars et bolcheviks, au cours desquels les officiers russes qui constituaient les cadres des troupes tatares, prirent la fuite, le bolcheviks réussirent à s'emparer de Kazan et d'Oufa. Aussitôt après la prise de ces villes les bolcheviks s'empressèrent de dissoudre les organisations nationales tatares, les régiments tatars, de confisquer le trésor national, et d'arrêter les chefs; mais ces succès ne furent point de longue durée. Profitant de la révolte des détachements tchéques en Juillet 1918, les Tatars se soulevèrent et se joignirent à ces derniers avec lesquels ils rétablirent le centre national et les régiments tatars. En Septembre 1918, ledit centre national conclut un traité à Oufa avec le Gouvernement Provisoire russe pour continuer la lutte contre les bolcheviks sur la base de la reconnaissance des droits à l'indépendance du peuple turkotatar. Le centre national se prit aussitôt à l'organisation d'un Gouvernement commun.

Mais la prise de pouvoir de l'amiral Koltchak au mois de décembre 1918 vint détruire tous ces plans. Koltchak refusa de reconnaître le centre national; il essaye même d'arrêter le mufti en sa qualité de membre du centre national. Cette politique de Koltchak ouvre aux bolcheviks un large champ d'agitation; ils se déclarent les défenseurs des peuples opprimés et pour montrer le bien-fondé de leurs déclarations, ils proclament d'abord la République soviétique des Bachkirs, et celle des Tatars ensuite. Levant peu après une armée bachkiro-tatare, ils la lancent contre Koltchak; resté avec ses seules forces monarchistes, Koltchak succombe.

Maintenant, les bolcheviks restent maîtres de la région Idel-Oural et pour mieux séparer les forces turko-tatares, ils constituent de cette région deux républiques distinctes: la république des Bachkirs et la république des Tatars qui venaient d'être proclamées.

En 1920, les Tatars se soulèvent: 18 cantons prennent les armes et dirigent leurs forces d'un côté vers Tchistopol et Kazan, de l'autre vers Bougoulma et Oufa. Les insurgés malheureusement, ne possédaient pour toute arme que des fourches, des haches, des bâtons; bien peu avaient des fusils, et c'est pourquoi cette insurrection fut désignée par le peuple sous le nom de «Sene Sougouchi», c'est-à-dire, «bataille de fourches» et les insurgés eux-mêmes sous le nom de «Senektehi» (porteurs de fourches). Les bolcheviks les reconquirent sous ce nom. L'insurrection des Tatars fut réprimée avec la dernière rigueur par les bolcheviks qui ne firent point de quartier à ceux des insurgés qui tombèrent entre leurs mains.

La famine de 1922 et la lassitude du peuple dans sa lutte pour la vie aussi bien que pour son idéal politique, dicte aux Tatars d'autres moyens d'action: les nationalistes tatares, nantis de cartes communistes, s'emparent du pouvoir à Kazan; sous le drapeau communiste, ils font une politique nationale et se mettent peu à peu à concentrer les forces intellectuelles tatares

à Kazan. Pendant la guerre entre la Pologne et les Soviets, le gouvernement tatar s'abstient d'envoyer au front les régiments disciplinés tatars. Mais le pouvoir de ce gouvernement fut de courte durée: en 1924, un détachement de la Tchéka arrive inopinément de Moscou et met en état d'arrestation le gouvernement tatar dans son entier, exception faite des éléments non tatars; en outre, 28 chefs tatars de l'administration sont également arrêtés; le président du Conseil des commissaires de la république du Tatarstan, Keçhaf Mouhtarev, se trouva dans ce nombre. Les intellectuels tatars qui n'ont pas eu le temps de fuir au Caucase, au Turkestan, en Crimée, ou dans les steppes Kazak-Kirghizes, sont arrêtés et déportés. Les postes de commandement sont confiés à des Arméniens ou à des Juifs, et quelques postes de commissaires sont, pour le décorum, accordés à des Tatars à demi-lettrés, choisis parmi les ouvriers des mines du Donbass.

Cette période ne fut pas non plus de longue durée. L'organisation turko-tatare secrète communiste s'empare de nouveau du pouvoir au Tatarstan comme du reste en Bachkirie, en Crimée, au Kazakstan, au Kirghizistan et en partie au Turkestan. Le but de cette organisation est de créer sur les ruines de l'U. R. S. S., une grande république unifiée des peuples turko-tatars de l'Idel-Oural, du Kazak-Kirghizistan, du Turkestan, et de former de la Crimée une république distincte. Cette organisation entre en pourparlers avec les Ukrainiens, les Géorgiens, les Arméniens, les Blancs-Russiens... Mais au cours de ces pourparlers, en 1929, le Gouvernement de Moscou qui avait appris l'existence du complot, arrêta les membres et chefs des organisations qui furent aussitôt liquidées par le pouvoir soviétique. Ce mouvement fut désigné par les bolcheviks sous le nom de «Soultangalievchtchina», emprunté à l'un des chefs: Mir Seïd Soultan-Galiev.

Depuis lors, la réaction rouge s'installa à demeure dans toutes les régions déjà citées, plus particulièrement dans le pays tatar. Tous les postes de commandement furent donnés à des Russes, à des Juifs, etc. Les Tatars ne furent plus que nominalement représentés; cela n'empêche que le Tatarstan ne soit troublé, et qu'en dépit de tous leurs efforts, les bolcheviks n'arrivent point à tranquilliser ce pays.

L'impossibilité de remplir les tâches assignées en ce qui concerne les céréales, l'envoi forcé des ouvriers et paysans tatars aux mines et établissements métallurgiques du Donbass, du Kouznetstroï, du Magnitostroï, etc., en 1931, et l'explosion de chauvinisme grand-russien n'ont eu d'autre résultat que de susciter un mouvement nationaliste parmi les jeunesses communistes tatars, considérées cependant par Moscou comme l'un des éléments les plus sûrs. Ce mouvement a gagné les élèves de l'Ecole militaire tatar de Kazan, au point qu'en ce moment, une nouvelle vague de représailles fait rage dans tout le Tatarstan.

Dans ces incessantes aspirations des Tatars à l'indépendance, Moscou voit la main de l'organisation tatar, de cette organisation qui s'est donnée pour but l'affranchissement de l'Idel-Oural, aussi le Gouvernement central des Soviets s'efforce-t-il, à son tour, d'affaiblir, sans toutefois y réussir, l'influence de ladite organisation.

Ayas Ishaki.

Le réveil cosaque

« Si nous voulons agir demain,
Il faut savoir penser aujourd'hui ».

(TARDIEU).

Il y a de cela 200 ans, le peuple cosaque, alors indépendant et qui avait nettement conscience de ses particularités et de sa langue (slavo-turke), qui possédait sa propre église, et dont la structure de la vie intérieure de l'Etat était l'idéal même pour le monde des serfs russes. Et ce peuple, de par la volonté consciente et malfaisante du Gouvernement tsariste et de la haute société russe, avec tout son réseau de flatteries et de perfidies « fut par la suite transformé en « classe militaire », en gendarmes cosaques et en « étrangleurs de la liberté des peuples ».

Le Cossaque, démocrate séculaire, défenseur de la liberté individuelle, des opprimés et des offensés, qui encore au début du XVII^e siècle, proclama et réalisa dans la pratique les principes « de liberté, d'égalité et de fraternité », tombé à son tour sous le pouvoir de la Russie despotique, « se métamorphosa », pendant cette période de deux siècles du fait de la propagande spécifique et des agissements cruels du Gouvernement russe, si bien qu'il devint l'antithèse de ce qu'il avait été et qu'il apparut au monde civilisé comme un sauvage, porteur d'un fouet.

Un proverbe kalmouk dit que « tout en prodiguant des caresses (mot à mot : en passant la main dans les cheveux) l'on tranche la gorge » et de fait, c'est bien ainsi qu'agissaient les Russes avec les Cosaques. Tout en caressant hypocritement les Cosaques, en louant sans fin ses qualités physiques, on lui ravissait insensiblement son âme, car ce Gouvernement n'avait nullement besoin d'un citoyen, conscient de sa dignité : il lui fallait un « serviteur du tsar », fort au point de vue physique, un soldat peu ou point cultivé, de la « chair à canon », pour élargir les frontières de l'empire et les consolider, ou bien encore, une figure exotique sur le siège des carrosses les jours de sortie du seigneur. Pour arriver à ce but, le Gouvernement impérial créa tout un système d'administration cosaque : Des gouverneurs généraux sous forme d'atamans et pour l'enseignement des Cosaques, de écoles militaires-professionnelles furent créés. Le but principal de ces écoles consistait à préparer des équipements militaires. Le Gouvernement veillait jalousement à ce que les Cosaques ne possédassent point trop d'intellectuels, il les privait de « cerveau populaire », estimait que l'instruction était chose nuisible pour le Cossaque, que « le Cossaque cultivé cesse d'être cosaque ». Pour ces motifs, la situation des Cosaques était telle que, pour employer une expression bolcheviste, « la vie et le sort des Cosaques n'étaient qu'une prison et un bagne ».

Peu enviable était ainsi la situation des Cosaques sous le pouvoir de Petersbourg la « Blanche », mais elle l'est bien moins encore mille fois pire en ce moment, sous le pouvoir de Moscou « la Rouge ». Alors, le Cossaque dépérisait moralement ; de nos jours, il est exterminé physiquement. Ce n'est plus que misère et famine...

Dans les régions cosaques, la famine règne en souveraine. Les bolcheviks ont commencé par étouffer la voix cosaque ; il ont ensuite fait disparaître jusqu'à ce nom, faisant peser sur cet élément un régime de terreur qui n'a pas peu contribué à la destruction méthodique et physique du peuple cosaque. Et tout cela, par punition des Cosaques qui, de 1918 à 1920, présentèrent un danger des plus réels pour le pouvoir soviétique ; au cours de cette période en effet, ils soutinrent une lutte acharnée contre ces derniers, mais n'ayant trouvé aucun appui, ni moral, ni matériel auprès des Grandes Puissances, ils finirent par succomber.

Pendant ces treize années d'oppression bolcheviste dans nos régions, les Cosaques subissent des souffrances inhumaines. Hier encore dans un aveu cy-

nique, le pouvoir soviétique reconnaissait avoir exilé dans les forêts de la région d'Arkhangel la population cosaque de tout un district, soit environ 50.000 âmes, non sans l'avoir au préalable dépouillé de tout son avoir. Il serait difficile de trouver dans l'histoire un exemple plus frappant d'un pouvoir qui ayant pillé la population de tout un district et de ses sujets en général, déporte hommes, femmes et enfants dans les bagnes soviétiques, sans qu'on puisse leur reprocher le moindre délit.

Et cette cruauté du pouvoir soviétique n'a provoqué la moindre réaction dans le monde cultivé. Si l'on fait un rapprochement entre le mouvement anti-sémité qui s'est produit en Allemagne, la prise de pouvoir des racistes nationaux x socialistes d'Hitler, et les persécutions dont les Cosaques sont l'objet en U. R. S. S., l'on ne peut que constater l'injustice des hommes. D'une côté, le monde tout entier se dresse, très justement sans doute, contre les « malheureux persécutés » d'Allemagne dont le martyre ne saurait en rien être comparé à celui des Cosaques, et de l'autre, personne, pas un journal à l'étranger pour élever la voix en faveur de la population cosaque, décimée par les soviets, envoyée en exil en des lieux inhospitaliers et froids, où ils ne peuvent que périr.

Quelle différence d'attitude dans l'estimation des faits de ce monde qu'on appelle cultivé! Est-il en droit de se plaindre contre les injustices hitlériennes par rapport à la population israélite lorsqu'il est lui-même si injuste? Car la situation des Cosaques, nous ne saurions trop le répéter, est des plus tragiques; elle dépasse tout ce que l'esprit humain peut imaginer!

Et cependant, malgré tout, en dépit des persécutions, la conscience de son individualité s'affirme de plus en plus dans l'âme des Cosaques. Ceux qui s'en vont dans le lointain exil, qui meurent en route, ou qui périssent fusillés, laissent après eux de précieux enseignements à la postérité; ils la somment de conserver la flamme du souvenir, de se préparer à la lutte, aux sacrifices au nom de la liberté et de l'indépendance cosaques. Mais les vivants sont tenus par la force des choses, de s'abstenir de toute action directe, de toute propagande. Ce n'est pas sans un serrement de cœur que chacun ne doit penser qu'à soi, tout au plus si, dans l'intimité la plus stricte, l'on entend cette phrase devenue proverbiale: A quelque chose malheur est bon!

Ce n'est que dans l'émigration, que dans les conditions de liberté européenne, que les Cosaques ont la possibilité de parler librement de leur vie spirituelle, de leurs droits imprescriptibles à l'indépendance; qu'ils peuvent, sans crainte aucune, déclarer hautement au monde civilisé ce que c'est que les Cosaques, ce qu'ils furent et ce qu'ils veulent être. C'est dans cet ordre d'idées que se poursuit leur propagande afin d'être prêts au moment décisif, lequel ne semble par être éloigné...

Ce qui leur a manqué au cours de ces deux siècles de domination russe, les Cosaques viennent de l'acquérir: C'est le réveil de la conscience nationale. L'on peut s'en rendre compte par la présence dans toutes les parties du monde, de Cosaques prêchant l'idée d'une Cosaquie libre, bardes éloquents de l'indépendance d'Etat cosaque. C'est à l'étranger que, parmi les Cosaques émigrés, s'est constituée une élite intellectuelle universitaire; dans la seule Tchécoslovaquie, des centaines de jeunes gens cosaques ont reçu une instruction supérieure. La partie la plus active de cette jeunesse a adhéré au mouvement libérateur cosaque, ce qui n'était pas chose facile après deux siècles d'éducation strictement russe.

Un jeune poète cosaque, le docteur Keline dit, en parlant des raisons qui ont poussé la jeunesse intellectuelle cosaque à passer sous le drapeau de la Cosaquie libre:

« Cette flamme qui autrefois brûlait

S'est éteinte pour moi depuis bien longtemps... »

Ce qui indique que le sentiment, la psychologie cosaques, se sont libérés depuis de toute suggestion russe, et que la « flamme qui brûlait dans le nord russe s'est depuis longtemps éteinte ». Cette « flamme russe » a fait place, dans l'âme cosaque, à des « étincelles » dont les lueurs éclairent les terres natales cosaques répandant leur heureux effet sur la conscience cosaque.

Le fait que la jeunesse intellectuelle cosaque, poussée par le réveil de la conscience nationale d'une part, et que les Cosaques du « soc » de l'« établi » ou du « fusil », dispersés de par le monde, mais guidés par cette même conscience réveillée d'autre part, se sont rangés sous le drapeau de la Cosaquie

libre, sont la garantie la plus sûre de l'harmonie qui existe entre le peuple cosaque et les intellectuels, que toute scission entre Cosaques est désormais impossible, que ce qui s'est passé en Russie ne se renouvellera plus. Qu'on se rappelle à ce sujet les affirmations de Mme Kouskova lorsqu'elle écrivait :

« Depuis longtemps déjà le monde cosaque s'est scindé en plusieurs fragments, toujours aux prises dans une lutte cruelle, et sans espoir de réconciliation ».

Cette entrée au port avec un tel ensemble est digne d'être soulignée. Mais elle est encore plus digne d'attention qu'elle marque le travail considérable qui a été fait par l'idée cosaque dans le domaine des connaissances en général, et dans la connaissance de soi-même en particulier...

Il fut espérer que le réveil cosaque ira sans cesse se développant et qu'il englobera dans son sein tous les Cosaques pour en former un bloc monolithique. Tout fait supposer que le temps n'est pas éloigné où chaque Cosaque comprendra que le mouvement libérateur cosaque est né, non pas du fait seulement que les conditions de vie en Russie étaient intenable, injustes ou cruelles ou qu'il existe dans la nature des articles de la constitution d'Etat cosaque ou bien notre serment cosaque qui prescrit d'être fidèles jusqu'au bout à notre genre de vie, à notre Etat cosaque, à notre patrie. Non -- ce ne sont pas seulement les survivances d'injustice, les causes formelles (de la constitution) ou les causes morales (du serment) qui ont donné le jour et fortifié le mouvement libérateur cosaque, mais à la base de ce mouvement réside une idée de droit, du droit du peuple à l'indépendance, car les Cosaques sont une branche particulière des Slaves ; à ce titre, ils ont le droit, tout comme les autres Slaves, Grands-Russes, Ukrainiens, etc. à une appellation spéciale.

C'est bien ainsi que l'a compris la jeunesse intellectuelle cosaque. Ce ne sont pas les injustices des Russes envers les Cosaques dans tous les temps, pas plus que l'argent étranger comme le prétendent les Russes, mais bien le réveil de la conscience cosaque, qui a donné naissance au séparatisme qui guide le mouvement libérateur cosaque.

Nous croyons fermement que ce mouvement s'élargira de plus en plus, et que le moment n'est pas éloigné où le but que s'est donnée la « Cosaquie libre » unie à tous les peuples opprimés de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan, deviendra une réalité. Il ne saurait en être autrement !

Chamba Balinov.



CHRONIQUE

CAUCASE DU NORD.

Le journal de Vladicaucase annonce que le président d'un kolkhoz de l'Ingouchétie (République Nord-Caucasienne), lequel est en même temps correspondant rural du journal régional *Serdalo*, M. Kostoev Issa, a été tué. Les meurtriers seraient des parents de la victime, les nommés Potsiev-Sassenguirey, Zelimkhan, Ahmet, et Vavanguirei, connus par leur activité antisoviétique et par leur propagande contre les kolkhoz et la campagne du stockage. Le meurtre a eu lieu en présence du représentant du Comité de rayon, Iliev, du secrétaire de la cellule du parti, Gaguiév, et du président du soviet rural, Evlœv, qui ne purent empêcher les meurtriers de commettre leur acte.

* * *

Le rayon de Chalinsk en Tchetchnie, attire de nouveau l'attention des autorités bolchevistes en raison de son état d'esprit antisoviétique et de ses attaques contre le Gouvernement. Le journal régional du parti se plaint de ce que, au 1^{er} Décembre dernier, le plan de stockage des céréales n'a été exécuté que dans les proportions de 33%, ce qui s'explique du fait de la campagne antisoviétique de certains groupements. L'on chercherait vainement, dit ce journal, dans les soviets ruraux et les cellules du parti, des gens capables d'appliquer les mesures décrétées par le parti et le pouvoir soviétique, sans parler de l'absence de « courage bolchevik » leur permettant de s'opposer avantagement à la propagande antisoviétique et aux attaques de l'ennemi de classe. Le kolkhoz, « Krasnaïa Gora » sont tombés définitivement dans les mains de ceux qui professent le principe: « se servir d'abord et l'Etat ensuite ». En un mot, conclut ledit journal le bureau de la collective du parti de Chalinsk le cède en ténacité à l'ennemi de classe et à ses agents. L'on apprend également que les bureaux des cellules du parti à Goudermess et de Bragounah ont été dissous, et que les secrétaires desdits bureaux, MM. Nokaev et Islamov, accusés de collusion avec les éléments antisoviétiques, ont été mis en jugement.

* * *

De Trébizonde, on nous apprend l'exclusion du parti communiste et la révocation de travailleurs du parti, fort en vue et très populaires au Daghestan, le secrétaire du comité de rayon, M. Souleiman, et le président du comité exécutif de rayon, M. Bamatt. Lesdits communistes sont accusés d'avoir suivi une politique de caractère national-local au détriment des intérêts du parti et du régime soviétique. Cette information vient d'être confirmée par la « *Rostovskaïa Gazeta* » qui accuse lesdits communistes d'avoir « trompé le parti » en sabotant les opérations de stockage et en engageant les préposés à ces opérations à établir des actes fictifs sur la perte de la récolte... L'enquête aurait fait découvrir jusqu'à 800 saboteurs dont 8 d'entre eux ont été fusillés. Lesdits accusés sont encore en liberté, ce qui laisserait supposer que les autorités s'abstiennent de les arrêter craignant des troubles en raison de la popularité dont ils jouissent parmi la population déjà troublée du Daghestan.

* * *

La « *Groznenskaïa Gazeta* » découvre des contre-révolutionnaires et autres éléments antisoviétiques dans le village de Datchou-Barzoi en Tchetchnie. Les organisations du parti, les dirigeants des kolkhoz et de la coopération se trouveraient dans les mains d'éléments antisoviétiques. Dans ce nombre le journal signale les travailleurs du parti qui suivent: le président du soviet rural, Soulipov; le secrétaire du soviet, Chamyl; et les président du Comité d'entraide Tountai. A la tête de ce groupe contre-révolutionnaire se trouvait, depuis longtemps déjà, certain Chouaipov. Le procureur soviétique informe.

UKRAINE

Les « Petluriens » inquiètent Moscou.

Les derniers numéros de « *Komsomolska Pravda* » (11 Avril et autres) publient les lettres des correspondants spéciaux, envoyés en Ukraine soviétique pour justifier les motifs des représailles moscovites envers les centres du parti communiste ukrainien.

D'après ces correspondants tous les postes dirigeants sont occupés par des nationalistes Ukrainiens: soit dans les sovkhoz ou dans les kolkhoz, soit dans les écoles ou bibliothèques. Non seulement ils occupent différents postes, mais ils se sont « infiltrés » dans le parti communiste. Leur tactique est la même que celle des koulaks — c'est le sabotage systématique des mesures gouvernementales, sabotage sur les « fronts » d'agriculture et de l'instruction publique.

Ces anciens « petluriens » et partisans de l'Union pour la libération de l'Ukraine (on se rappelle du procès de ladite organisation qui eut lieu en 1930) mènent une activité « profondément destructive » qui s'exprime par le sabotage de l'économie rurale, la dilapidation des réserves de céréales, la désorganisation des semailles et des récoltes, activité visant surtout à paralyser les kolkhoz. Ils mènent également « une active propagande anti-communiste parmi les paysans ukrainiens », tendant à prouver l'impossibilité de la forme collective de l'économie rurale en Ukraine, habituée depuis longtemps à la propriété privée. En Ukraine comme en Ruthénie-Blanche les fonctionnaires du Commissariat d'agriculture tâchent d'entraver « la marche victorieuse de la collectivisation », en protégeant les intérêts des koulaks ukrainiens. Ils unissent la critique acharnée du programme agricole de Staline à la propagande « chauvine » contre l'invasion moscovite.

Les communistes, délégués en Ukraine pour diriger les sections politiques des stations pour tracteurs, constatent une attitude hostile et pleine de préjugés des paysans ukrainiens, croyant fermement que la collectivisation est une des « fantaisies » moscovites qui va amener la ruine du pays.

D'après les correspondants de « *Komsomolska Pravda* » la situation n'est guère meilleure sur le « front » de l'instruction publique. On y constate la même propagande secrète, ayant pour but de discréditer le système d'enseignement communiste. Au temps de Skripnik, ancien commissaire de l'instruction publique en Ukraine, relevé récemment de ses fonctions, les nationalistes ukrainiens tâchent d'occuper tous les postes dirigeants et d'« atteindre les sommets de l'activité culturelle ».

D'après ces mêmes correspondants les anciens cadres « petluriens » alimentent les sources de la contre-révolution ukrainienne. En Ukraine, comme en Ruthénie-Blanche, les éléments soviétiques et les communistes locaux sont minés dans leur travail par les tendances nationalistes de la « ligne générale » du plan de Staline.

Naturellement le krach du plan quinquennal, la famine dans les campagnes ne feront qu'augmenter cette propagande anti-communiste et anti-moscovite. Ainsi les correspondants du journal moscovite considèrent les « petluriens » comme on appelle les partisans du gouvernement de la République démocratique ukrainienne, comme un élément des plus actifs et des plus dangereux pour le pouvoir soviétique.

Remaniement du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique.

Moscou vient de procéder au remaniement du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine. Le président Tchoubar a été maintenu en fonction, mais les autres commissaires ainsi que les membres du comité central du parti communiste de l'Ukraine ont été remplacés. Il est à remarquer que les fonctions du commissaire de l'Intérieur et du président du Guépéou ont été réunies et sont remplies par Balitzky, le fameux tchékiste et homme de confiance de Staline. Le cumul de ces deux fonctions caractérise la situation en Ukraine et dont on s'inquiète sérieusement à Moscou.



Une mise au point

La petite remarque que nous avons faite dans le numéro précédent de notre revue à l'adresse du journal « *Gortsikavkasa* » a déplu à quelques-uns de nos amis. Il y a là évidemment un malentendu. Ce que nous voulons, c'est voir les peuples du Caucase fraternellement unis dans leur lutte pour l'affranchissement de leur pays. Dans ce but ne vaudrait-il pas mieux d'éviter toute question susceptible de nuire à cette union? Toute la question est là. C'est ce que nous avons dit et qui reste l'une des idées directrices de notre revue.

Prométhée

Une résolution de l'Association des étudiants caucasiens

Nous avons reçu la lettre suivante:

Résolution prise par l'Association des Etudiants Caucasiens en Pologne, à l'Assemblée Générale de ses membres, le 25 avril 1933, à l'occasion de la préparation du traité de la Confédération du Caucase.

Ayant appris par la presse rationnelle du Caucase, que les organisations politiques dirigeantes des peuples du Caucase, préparent la signature du traité de la Confédération Caucasienne, nous tous, membres de l'Association des Etudiants Caucasiens en Pologne, acclamons cette initiative et souhaitons sa prompte entrée en vigueur.

Les peuples du Caucase ne sont point liés que par leurs intérêts communs politico-économiques, ainsi que par le fait de posséder en la Russie l'ennemi commun qui opprime ces peuples, mais ils le sont également par leur passé historique et par toute une série de réalisations culturelles qui leur sont propres.

Dans de telles conditions, la signature du traité de la Confédération du Caucase, ne fera que formuler politiquement, entre les peuples du Caucase, cette affinité d'âme qui existe et qui a existé dès l'antan. Cet acte donnera aux forces nationales du Caucase la possibilité de systématiser davantage et d'unir le travail de libération, tout en rendant ainsi plus proche le jour de notre commune délivrance.

L'Association des Etudiants Caucasiens en Pologne acclame les dirigeants du mouvement pour l'indépendance des Peuples du Caucase — les initiateurs de la signature du traité de la Confédération du Caucase.

Vivent les Républiques Indépendantes du Caucase!
Vive le Caucase Indépendant et Confédératif!

Le Président de l'Assemblée: *Nicolas Bagrationi*.

Le Secrétaire: *Georges Zakhariadzé*.

Varsovie, le 25 avril 1933.

La Gérante: *A. Laizé*.



E5114E
1933